lanationquotidien@gmail.com - www.journal-lanation.com

LA NATION

Dimanche 6 Décembre 2020 N° 22945 Prix: 10 DA

Quotidien National d'Information

CHUTES DE NEIGE

Plusieurs routes coupées à la circulation

P3

CASBAH D'ALGER

4 familles évacuées après l'effondrement d'un immeuble

P3

SAHARA OCCIDENTAL

Quand la guerre devient le chemin le plus court vers la paix

P4

ABDERRAHMANE BENBOUZID (MINISTRE DE LASANTÉ)

"Tous les Algériens seront vaccinés"

P3

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie reprend les airs aujourd'hui

P3

ABDELAZIZ DJERAD (PREMIER MINISTRE)

La Zlecaf, un choix stratégique pour l'Algérie

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a réaffirmé, hier, que la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), dont le lancement effectif est prévu début 2021, constituait pour l'Algérie "un choix stratégique", appelant à "davantage d'efforts pour aplanir les difficultés qui persistent et régler les questions en suspens". Dans son allocution aux travaux de la 13e Session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA) tenus en visioconférence, M. Djerad a déclaré que "pour l'Algérie, la Zlecaf est un choix stratégique, exigeant une conjugaison des efforts pour aller de l'avant dans la concrétisation des objectifs de développement de notre continent et de nos pays, et la consolidation de la paix et de la sécurité, étroitement liée aux progrès du développement économique".

P2

KOWEÏT

Elections législatives à l'ombre du Covid

Un demi-million de Koweïtiens ont commencé à élire hier leurs députés, un scrutin marqué par l'épidémie de Covid-19 qui a contraint les autorités à installer des bureaux de vote spéciaux pour les personnes contaminées. Le riche Etat pétrolier d'un peu plus de quatre millions d'habitants a pris des mesures parmi les plus strictes dans le Golfe pour juguler la pandémie depuis le début de la crise au printemps. Si certaines des restrictions ont été levées, les traditionnels rassemblements électoraux, avec des buffets copieux, qui attiraient de nombreux Koweïtiens, ont été interdits, les masques demeurent obligatoires et la prise de température est largement répandue dans les espaces publics. Les personnes contaminées ou celles se trouvant en quarantaine obligatoire sont généralement confinées chez elles, avec des bracelets électroniques rendant compte de leurs mouvements. Mais dans un effort de ne pas les exclure du scrutin, l'Etat va utiliser cinq écoles pour qu'elles puissent y voter.

P15

Régions

TINDOUF

La rénovation des réseaux d'eau potable en voie d'achèvement

P8

EL TARF

Production prévisionnelle de près de 10.000 hectolitres d'huile d'olive

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

772 nouveaux cas, 538 guérisons et 9 décès

P3

TIZI-OUZOU

Une femme meurt brûlée dans l'incendie d'une maison à Ain Zaouïa

P24

APRÈS L'ACCORD OPEP+

Le pétrole au plus haut depuis début mars

P2

Sport

FOOTBALL / LIGUE 1 (2E JOURNÉE)

Encore une journée dominée par les nuls…

P13

Brèves

RÈGLEMENT DE LA CRISE ENTRE LES PAYS DU GOLFE

L'Algérie soutient les efforts du Koweït

L'Algérie a exprimé, hier par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, son soutien aux efforts du Koweït visant le règlement de la crise entre les pays du Golfe.
A une question, au terme de ses entretiens avec son homologue italien, Luigi Di-Maio, sur l'initiative du Koweït visant une solution à la crise du Golfe, M. Boukadoum a réaffirmé "la position de principe de soutien de l'Algérie à tous les efforts visant à promouvoir des solutions politiques aux crises". Partant, a ajouté le Chef de la diplomatie, "l'Algérie apporte son soutien aux efforts du Koweït, souhaitant les voir sanctionnés de succès au service de tous les peuples de la région et avoir un impact positif sur le règlement des autres crises dans la région, notamment la situation au Yémen".

R.N

APRÈS L'ACCORD OPEP+

Le pétrole au plus haut depuis début mars

Les cours du pétrole ont terminé au plus haut en neuf mois vendredi, dopés par l'accord trouvé la veille par les principaux pays producteurs sur une augmentation graduelle de leur production d'or noir à partir de janvier. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a gagné 1,11% ou 54 cents par rapport à la clôture de jeudi, à 49,25 dollars.
A New York, le baril américain de WTI pour le mois de janvier s'appréciait de 1,36% ou 62 cents à 46,26 dollars.
"Les marchés pétroliers ont de quoi se réjouir" de l'accord trouvé par l'Opep+, a réagi Han Tan, analyste de FXTM.
Le groupe des treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) plus dix alliés producteurs, identifié sous l'acronyme Opep+, se sont mis d'accord jeudi pour "restituer progressivement" sur le marché les quelque 2 millions de barils par jour (mbj) prévus en début d'année prochaine, en commençant par 500 000 barils quotidiens en janvier, à l'issue de quatre jours d'âpres négociations.
Cette décision fait passer le volume de pétrole brut retiré volontairement du marché par l'alliance de 7,7 mbj à 7,2 mbj au 1er janvier, amendant l'accord précédent arraché en avril, qui prévoyait une marche plus haute avec le retrait 5,8 mbj, un niveau jugé par beaucoup trop important au vu de la faible demande mondiale.
Cet accord, "plus digeste pour l'économie mondiale, qui tente toujours de se remettre sur pied depuis la pandémie", a souligné Han Tan, permet aux deux contrats de référence de revenir proches de leurs niveaux d'avant la pandémie, début mars.
A cette période, un sommet Opep+ s'était soldé sur un désaccord entre les deux poids lourds de l'alliance, la Russie et l'Arabie saoudite, et une courte mais intense guerre des prix avait précipité les prix du Brent et du WTI vers le bas.

R.E

DJERAD

La Zlecaf, un choix stratégique pour l'Algérie

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a réaffirmé, hier, que la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), dont le lancement effectif est prévu début 2021, constituait pour l'Algérie "un choix stratégique", appelant à "davantage d'efforts pour aplanir les difficultés qui persistent et régler les questions en suspens".

Dans son allocution aux travaux de la 13e Session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA) tenus en visioconférence, M. Djerad a déclaré que "pour l'Algérie, la Zlecaf est un choix stratégique, exigeant une conjugaison des efforts pour aller de l'avant dans la concrétisation des objectifs de développement de notre continent et de nos pays, et la consolidation de la paix et de la sécurité, étroitement liée aux progrès du développement économique".
Le Premier ministre a estimé que "l'avancement" réalisé, aujourd'hui, dans l'activation de la Zlecaf, dont le lancement sera effectif à partir de janvier 2021 avec le début des échanges de marchandises et de services, sans restrictions entre les pays membres, "nous incite à consentir davantage d'efforts pour aplanir les difficultés qui persistent et régler les questions en suspens.
Estimant que ces difficultés et questions "peuvent impacter l'activation totale de la Zlecaf",
M. Djerad a cité, notamment, celles ayant trait aux règles d'origine, aux tarifs douaniers et aux listes d'engagements relatifs au commerce de services. Il a souligné, dans ce sens, "l'adhésion de l'Algérie au consensus enregistré au niveau des instances de négociation, concernant les questions en suspens en lien avec les règles d'origine", assurant que "l'élaboration des offres tarifaires du commerce des biens et des services et des offres préliminaires des secteurs prioritaires pour le commerce de services algérien, est en voie de finalisation". "Convaincue de l'importance de la complémentarité économique africaine, l'Algérie a été parmi les premiers pays à ratifier l'accord de création de la Zlecaf, lors de la 10e session extraordinaire du Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement en mars 2018, et a pris part, régulièrement et efficacement, depuis le lancement des négociations en 2016, à toutes les réunions des instances de négociation et à tous les niveaux", a rappelé le Premier ministre. Et d'ajouter : "Elle a également donné une dimension importante à ce projet en œuvrant la mise en place d'une haute entité chargée de la gestion et du suivi de ce dossier stratégique".
Djerad a rappelé, dans ce sens, l'entérinement récemment par le Parlement algérien de l'Accord de création de la Zlecaf, le dépôt des instruments de ratification devant se faire dès le parachèvement des procédures internes".
Mettant en exergue "la vision de l'Algérie tendant à conférer aux infrastructures nationales et projets structurants régionaux, un caractère complémentaire et intégré", il a souligné que cette vision "s'inscrit en droite ligne de sa fidélité constante à sa dimension africaine, à ses engagements continentaux et à sa politique de solidarité envers les pays africains".
"Des projets qui profiteront, inéluctablement, à la Zlecaf, en ce sens qu'ils garantiront le soutien logistique indispensable, notamment à travers la Transsaharienne Alger - Lagos (Nigéria), le Gazoduc entre l'Algérie et le Nigéria, la liaison fibre optique Alger-Abuja et le port de Cherchell, en tant que hub de fret maritime".

Commerce interafricain : Une hausse de 16 % à 52 % à la faveur de la Zlecaf

La création de la Zlecaf, a estimé le Premier ministre, "est une opportunité cruciale pour intensifier et développer le commerce interafricain", qui devrait connaître, a-t-il ajouté, "une hausse significative, en sus de la consolidation des objectifs de complémentarité et d'intégration continentales à travers le commerce et l'investissement, deux éléments clé pour le soutien de la croissance et du développement économique durable". "Avec un marché de 1,2 milliard de personnes, d'une valeur de 3000 milliards USD et un Produit intérieur de 2,5 milliards USD, les potentialités et les capacités économiques de l'Afrique connaîtront une exploitation optimale grâce aux flux commerciaux intracontinentaux qui devront avoisiner les 52% au lieu du taux actuel, qui ne dépasse pas 16%", a-t-il fait remarquer. Djerad a relevé, également, que "le développement du commerce interafricain contribuera au développement des chaînes de valeurs régionales, de l'industrialisation et de la création des opportunités d'emploi", ajoutant que "le démantèlement tarifaire progressif entre les Etats africains, à hauteur de 90% de positions tarifaires sur 5 ans, donnera la priorité aux entreprises africaines afin de répondre aux besoins croissants du marché africain et de profiter de ses avantages".
Au début de son allocution, M. Djerad a transmis les salutations, les vœux de succès et les félicitations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au président de la République d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, pour "sa direction clairvoyante de notre organisation continentale et son fort attachement à la relance de l'action commune. Un attachement qui s'est manifesté par ses efforts inlassables pour l'organisation de deux sommets extraordinaires, en dépit de la conjoncture difficile qu'impose la pandémie de Coronavirus à nos pays et au monde entier".
Il a également adressé ses remerciements au président de la République du Niger, Mahmadou Issoufou, pour "les efforts déployés dans le cadre du mandat qui lui a été confié par notre organisation, pour que le projet de la Zlecaf atteigne cette phase avancée à laquelle nous assistons aujourd'hui".
"La tenue de notre Sommet autour de ce thème important, en dépit de la conjoncture que traversent nos pays du fait de la propagation de la pandémie de Coronavirus, témoigne d'une véritable volonté d'aller de l'avant dans la concrétisation des nobles objectifs tracés par les pères fondateurs et affirmée par les sommets successifs de l'UA, notamment en ce qui a trait à l'intégration continentale et à la complémentarité économique", a conclu le Premier ministre.

APS

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie reprend les airs aujourd'hui

La Compagnie nationale de transport aérien (Air Algérie) reprendra, à partir d'aujourd'hui, ses vols domestiques. Des milliers de billets se sont déjà écoulés depuis la reprise des ventes mercredi dernier.

Sur le plan technique, Air Algérie a procédé au déstockage de ses avions. « C'est avec rigueur et minutie que nos équipes ont procédé au déstockage de nos avions. Une étape primordiale, pour que chaque appareil soit prêt à redécoller, avec toutes les garanties de sécurité, y compris sanitaire», annonce la compagnie sur son site web.
Air Algérie a procédé à « la désinfection de toutes les surfaces en contact avec les clients tels que les accoudoirs, tablettes et écrans. Il y a aussi la mise en place d'une procédure spécifique de désinfection par pulvérisation d'un produit virucide homologué (Didecyldimethylammonium chloride 2 %) par un nettoyeur haute pression. Les fines gouttelettes projetées se déposent sur toutes les surfaces et le virucide reste actif pendant 18 heures», précise la compagnie nationale sur sa page Facebook. La désinfection se fait selon les règles de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) retenues pour l'aviation civile. Le but de cette opération est de limiter les risques de transmission de la Covid-19. Air Algérie a déjà annoncé que tous les passagers doivent porter un masque avant d'embarquer dans un avion.
Aujourd'hui, Air Algérie a programmé 25 vols sur le réseau intérieur. Certains vols se feront sur quatre étapes. Les vols de et vers les villes du Sud du pays reprennent à 100 %. Pour le Nord, la reprise est limitée à 50 % dans un premier temps. Tous les aéroports seront ouverts. Par ailleurs, Air Algérie a retenu un plan de 24 vols de rapatriement de ressortissants algériens bloqués à l'étranger
« et des voyageurs souhaitant rejoindre l'Algérie pour des motifs exceptionnels ». Le programme des vols, qui a commencé le 4 décembre, se poursuivra jusqu'au 19 décembre 2020.
« Les citoyens concernés devront être détenteurs d'un billet Air Algérie confirmé sur le vol de rapatriement et disposer d'une attestation de test PCR négatif au plus tard 72 heures avant la date du vol. Des mises à jour pourraient être apportées selon l'évolution de la situation », a précisé Air Algérie. Le transport aérien des voyageurs a été arrêté depuis plus de six mois. Cependant, la compagnie nationale a assuré des dessertes ponctuelles dont le but était de rapatrier des ressortissants algériens bloqués à l'étranger. Par ailleurs, Air Algérie a transformé nombre de ses avions en cargos utilisés pour des opérations d'exportations. Concernant la reprise des vols à l'international, rien n'a été décidé. Le président de la République avait décidé que le ciel algérien restera fermé jusqu'à la fin de la pandémie du coronavirus.

Az T.

CASBAH D'ALGER

4 familles évacuées après l'effondrement d'un immeuble

Huit personnes ont été secourues et évacuées, hier à l'aube, suite à l'effondrement d'un mur extérieur et des escaliers d'un ancien immeuble sur les hauteurs de la Casbah d'Alger, "sans qu'aucune victime ne soit déplorée", a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.
"Immédiatement après un effondrement partiel de cet ancien immeuble, situé au 5 rue Nafissa sur les hauteurs de la Casbah, les agents de la Protection civile sont intervenus pour secourir huit personnes occupant les lieux", a précisé à l'APS le chargé de la communication à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le Lieutenant Khaled Benkhalfallah.
Il a ajouté que trois camions, trois ambulances et une équipe de secours avaient été mobilisés pour cette opération. De son côté, le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de la Casbah, Omar Ztili, a fait savoir que l'immeuble en question se compose de deux étages (rez-de-chaussée et premier étage), ajoutant que "les quatre familles qui y habitaient ont été évacuées et prises en charge dans les meilleures conditions". "Le P/APC a indiqué que le wali d'Alger avait donné son "accord" pour le relogement des familles sinistrées, rappelant qu'une partie des habitants de cet immeuble fragile avait bénéficié d'une opération de relogement en 1987".
"Environ 80% du tissu urbain de la Casbah est vieux et fragile et plus de 1 300 immeubles classés rouge nécessitent le relogement de leurs occupants", a-t-il souligné.

APS

CHUTES DE NEIGE

Plusieurs routes coupées à la circulationla

Le Centre d'information et de coordination routière sous la direction de la Gendarmerie nationale a rapporté, hier, que plusieurs routes nationales et autres chemins de wilayas ont été coupés à la circulation à cause les récentes chutes de neige. Dans la wilaya de Bouira, la RN 33, au niveau du tronçon reliant les wilayas de Bouira et de Tizi-Ouzou, est fermée en raison de l'amoncellement de neige. Le chemin entre Tikjda et la commune d'Ait Boumehdi est également fermé à la circulation. A Boumerdès, la RN 2 est fermée au niveau du tronçon reliant les communes de Baghlia et El Naciria, et ce à cause de l'augmentation de niveau de l'eau dans la région de Kouanine, au niveau de Oued El-Kouanine. Enfin, la wilaya de Tiaret, où la RN 1 a été bloquée au niveau de tronçon reliant la commune d'Amari et la wilaya de Tissemsilt, à cause de l'augmentation de niveau de l'eau.
Dans un BMS de niveau 2, classé orange, l'ONM a mis en garde contre « les chutes de neige qui affecteront les reliefs dépassant les 1000 mètres d'altitude », soulignant que les épaisseurs estimées varient entre 10 et 15 cm.
Les wilayas concernées par ce nouveau bulletin sont : le sud de Tlemcen, Sidi bel Abbès, Nâama, le nord d'El Bayadh, le nord de Laghouat, Tiaret, Saïda, le nord de Djelfa, Tissemsilt, Aïn Defla, Blida, Bouira, Tizi-ouzou, Béjaïa, Sétif, Bordj Bou Arreridj et M'sila.

R.N

Brèves

ABDERRAHMANE BENBOUZID (MINISTRE DE LA SANTÉ)

« Tous les Algériens seront vaccinés »

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a affirmé vendredi, en marge d'une séance du Comité scientifique consacrée exclusivement à l'acquisition du vaccin contre le coronavirus Covid-19, que « tous les Algériens seront vaccinés », rapporte hier 5 décembre 2020 le quotidien Liberté.
« La vaccination contre le coronavirus sera gratuite et concernera toute la population qui doit être vaccinée. Nous n'allons tout de même pas importer un vaccin pour protéger uniquement une partie de la population », a affirmé le ministre. M. Benbouzid a indiqué que le pays « ramènera un traitement validé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)". M. Benbouzid nous a précisé que la réunion du Comité a permis de « parachever et de peaufiner les derniers détails scientifiques, voire immunologiques, liés au type de vaccin qui sera importé et utilisé dans le pays », selon la même source. Le ministre a expliqué que « l'Algérie est engagée, au même titre que 172 pays, dans ce programme de l'ONU qui se décline comme une alliance internationale conçue pour garantir un accès au niveau mondial des vaccins, une fois qu'ils seront développés et autorisés à être utilisés. Cette association dispose d'un portefeuille de vaccins anti-Covid-19 ». Le ministre estime que « pour l'heure, tous les fabricants sont en attente de l'autorisation de mise sur le marché ». « Il n'y a pas d'échéancier de livraison proprement dit qui a été établi par Covax. C'est justement sur la base des états comparatifs transmis par les pays membres que l'agence de l'ONU va acheter pour le compte de 192 pays », a indiqué le ministre de la Santé.

R.N

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

772 nouveaux cas, 538 guérisons et 9 décès

Sept cent soixante-douze (772) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 538 guérisons et 9 décès ont été enregistrés en Algérie, a annoncé, samedi hier à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 87 502 dont 772 nouveaux cas, soit 1,8 cas pour 100 000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2 501 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 56 617, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 11 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, 21 autres n'ayant enregistré aucun cas, alors que 16 wilayas ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 48 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.
Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

(APS)

SAHARA OCCIDENTAL

Quand la guerre devient le chemin le plus court vers la paix

La guerre est, de nouveau, revenue entre le Front Polisario et le Royaume du Maroc après 30 ans de statu quo. L'espoir était que les deux parties parviendraient à un règlement pacifique du conflit en organisant un référendum d'autodétermination, permettant au peuple sahraoui de faire son choix sans effusion de sang.

Cependant, les choses ne se sont pas passées ainsi, car le langage des armes a pris le dessus après que le Royaume du Maroc ait forcé le point de passage de Guerguerat, lequel était sous le contrôle de la MINURSO (Mission onusienne au Sahara occidental).
L'effondrement de l'économie marocaine, en raison de la pandémie du Coronavirus, a fait de la frontière de Guerguerat le seul « tube à oxygène », après que l'Europe a resserré la fermeture de ses frontières. Ce point de passage est, peut-être, le dernier reliant le Royaume à un espace économique méridional susceptible de lui fournir de contourner la crise.
C'est la raison pour laquelle le Maroc a placé cette région sous son contrôle en utilisant la force armée. Le seul moyen de lever le siège, après que l'Europe s'est repliée sur elle-même… Les calculs du Maroc, qui a misé sur l'usage de la force militaire pour imposer la «marocanisation» du passage du Gergarat, ont réveillé les démons de la guerre et mis un coup d'arrêt à un cessez-le feu de trois décennies.
Le Front Polisario a considéré l'escalade marocaine comme un obstacle devant le processus de paix. Cette guerre imposée pourrait changer la donne, non seulement pour relancer les négociations mais précisément au profit du Front Polisario…
Revenant à la genèse du conflit, l'ancien diplomate algérien, Abdelaziz Rahabi, estime, dans une interview au quotidien londonien "Al-Quds Al-Arabi" que "Le conflit du Sahara occidental reste une question de décolonisation, si l'on se conforme au droit international prôné par tous, et que le Maroc est resté l'une des parties au conflit après le retrait de la Mauritanie". « Afin de résoudre ce problème, il a été proposé l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination, qui a été officiellement revendiqué par l'ex roi du Maroc, le défunt Hassan II, au sommet de Nairobi au Kenya en 1981 et, en 1985, par le Premier ministre Muhammad Karim al-Amrani aux Nations unies. Sur cette base, poursuit Rahabi, il a été procédé à la vérification du «recensement au Sahara Occidental que l'Espagne a réalisé dans les années 1970 sur la base duquel était censé s'organiser le référendum.
Ensuite, le Maroc s'est rétracté en tournant le dos à toutes les promesses qu'il avait faites et n'a pas respecté ses obligations.
Le diplomate estime que la solution définitive et permanente à la question sahraouie passe par le retour à la voie politique par des négociations directes selon un agenda convenu pour sortir de la crise. Le Maroc, dont le roi a reçu, en 1989, une délégation du Sahara Occidental et a accepté le principe d'autodétermination, a changé, depuis, sa position en proposant une autre solution : Accorder une "autonomie" aux Sahraouis sous la souveraineté du Royaume du Maroc, tout en gardant sous coupe les lourds portefeuilles tels que la défense et les affaires étrangères.
Ce retournement de situation et cette volonté à briser le pacte de la paix révèlent l'ampleur de la fragilité de l'approche marocaine, qui mise sur l'élément du temps pour imposer un fait accompli. Cet état de fait suggère, plutôt, que le Maroc n'a pas le pouvoir de décider et que sa volonté est soumise à l'influence de parties extérieures dont les calculs stratégiques dépassent les ambitions du Royaume. Avec le temps, il semble que le problème du Sahara occidental est devenu prisonnier des intérêts de trois parties : le roi lui-même, ses clients et affidés du « Makhzen », certains pays occidentaux et les élites marocaines. Ce trio s'oppose, farouchement, à la recherche d'une solution juste et globale. Les élites politiques marocaines, surtout, souffrent d'un empoisonnement intellectuel qui s'est transformé, au fil du temps, en une peur chronique qui leur interdit toute autre perspective en dehors d'un «consensus imaginaire» qui tourne autour de la «marocanité du Sahara». Ces éléments, interdépendants, ont encore compliqué le problème et éloigné les solutions possibles sans retour à la violence et aux malheurs que la région ne peut supporter. Pour comprendre le problème du Sahara occidental, qui est devenu un dilemme pour le Royaume du Maroc et pour toute la région, il faut revenir à l'histoire du colonialisme, et plus particulièrement à celui de la France. Celle-ci montre au Maroc le chemin à suivre et n'hésite pas à lui fournir tout le soutien dont il a besoin.
A ce propos, le capitaine Pierre Sergent dit dans son livre « Ma peau au bout de mes idées » : " le colonialisme est un système vieux, miteux. Il ne reste plus que Paris et certains des colonialistes haineux qui n'ont pas encore compris.
Le Maroc en est venu à croire que l'occupation des trois quart du territoire, en laissant le un tiers restant au Front Polisario avec la transformation de la population du Sahara occidental en << cas humanitaire >> suffiront à légitimer sa présence dans une zone classée par les Nations unies depuis le début des années 1960 comme une région sans souveraineté. Le Maroc cherche et compte toujours imposer sa démarche, en s'appuyant sur le soutien indéfectible de la France et de certains «réactionnaires» et analystes. Ces derniers exportent l'idée de l'autonomie dans le cadre de la souveraineté marocaine comme la solution la plus à même de régler le problème. Force est de constater que le Makhzen veut faire imposer cette idée même parmi certaines élites algériennes qui confondent leur haine du régime avec une opposition politique.

Conflit oublié … passage sans issue

Muhammad Hanad, professeur en sciences politiques, s'interroge, à juste titre : combien de conflits les Nations unies ont réussi à résoudre ? Aucun, sauf pour fournir une aide humanitaire aux réfugiés et empêcher la violence entre les parties en conflit !
Dans un article sur son compte Facebook, il a ajouté que la réalité prouvait l'impuissance de cette organisation à telle enseigne que le conflit du Sahara occidental est tombé aux oubliettes. Et chaque printemps, le Conseil de sécurité ne se réunit que pour renouveler la mission des Nations unies la «MINURSO» et pour exhorter les parties en conflit à trouver une solution qui satisfasse tout le monde dans le cadre du droit international. Après la proclamation de cette rengaine, observe le Dr Hanad, chaque partie s'empresse de l'interpréter en sa faveur.
Dans une situation aussi complexe dont chaque partie campe sur sa position, quel serait le scénario que l'on pourrait imaginer concernant l'évolution de ce conflit ?
Pour le professeur Hanad, le conflit se trouve dans une impasse. Le calvaire des réfugiés sahraouis continue depuis 40 ans. Leur survie dépend des aides internationales. Plusieurs d'entre eux pourraient passer toute leur vie comme réfugiés. Après que le Maroc s'est emparé du territoire utile du Sahara occidental, il ne reste au Sahraoui que des zones sablonneuses, dont il ne voudrait peut-être pas du tout, preuve en est le mur de sécurité étendu que le Maroc a mis sept ans à construire (1980-1987).
De son côté, Mustapha Bakhouche, professeur en sciences politiques à l'université de Biskra, explique que l'une des raisons pour lesquelles la communauté internationale oublie le problème du «Sahara occidental» est le délabrement du système international. Un système qui s'est avéré complètement inopérant, en face d'une politique marocaine dont l'objectif est de détruire la voie de la liquidation du dernier cas de colonialisme en Afrique. Une solution qui a été approuvée par les parties en conflit avec les Nations unies selon le droit international.

De l'autodétermination à l'autonomie

Dans un forum multidisciplinaire sur le Sahara Occidental intitulé "Le présent d'une vieille question", l'analyste et professeur Yahya Zoubir révèle comment le Maroc traite la "question du Sahara occidental" en adoptant la même approche avec laquelle Israël traite de la question palestinienne. Cela signifie que le Maroc s'empare de nouvelles zones, comme Guerguerat, qui était sous la tutelle de la MINURSO en tant que zone frontalière sensible, puis l'annexe en y implantant une colonie composée de Marocains et travaille ensuite à rendre ce type d'occupation acceptable pour la communauté internationale. Le professeur Yahya Zoubir affirme que le modèle colonial qu'Israël applique avec les terres palestiniennes et la construction de colonies ressemble à s'y méprendre à l'approche adoptée par le Royaume du Maroc dans le conflit du Sahara occidental : annexer de nouveaux territoires puis imposant une situation de facto avec le soutien des grandes puissances, en particulier la France. Exactement comme les États-Unis fait avec Israël. L'un des signes du soutien de la France, qui est membre du Conseil de sécurité, à l'occupation marocaine est son refus d'inclure la question des droits de l'homme dans la mission de la MINURSO. Pierre Vermeren, professeur d'histoire, souligne que les régions sahariennes et leur peuple n'ont été, à aucun moment, sous souveraineté marocaine. Il ajoute que tout ce que disent les documents est que certaines tribus ont, individuellement déclaré leur allégeance au roi du Maroc, tout comme certaines tribus marocaines ont prêté allégeance à l'Emir Abdelkader dans sa lutte contre le colonialisme français. Malheureusement, affirme Makana Muise, professeur en droit à l'Université de Genève, le Maroc a regagné sa place au sein de l'Union africaine, en contradiction avec la charte de l'Union. Ce qui dénote d'un changement dans les positions de cette organisation continentale, Alors qu'elle prônait fermement l'initiative d'autodétermination pour le peuple sahraoui. Faut –il noter que le Sahara occidental est aussi un membre fondateur de l'Union africaine. Il ne fait aucun doute que le soutien français au Maroc dans le conflit contre le Sahara occidental a un prix. Il serait intéressant de s'interroger sur le retour de cet investissement. Cette complicité qui pousse la France à fermer les yeux sur des crimes, exactions et autres spoliations commis par le Maroc contre le peuple du Sahara Occidental. La France n'hésite pas à brandir son droit de véto au Conseil de sécurité pour couvrir la politique marocaine et surtout contre le droit des Sahraouis à l'autodétermination. Selon le professeur Zoubir, même l'attaque de Guerguerat a été à la demande de la France, qui a donné son feu vert. Même le soutien de certains pays arabes réactionnaires, en ouvrant des consulats dans des bâtiments vides de la ville d'El-Ayoun grâce au don du Royaume du Maroc, reflète la mauvaise intention de la France et du «syndicat des cheikhs du Golfe» qui cherche à étendre «l'hégémonie fonctionnelle» au profit des puissances étrangères dans la région du Sahel africain, cette région qui souffre le martyre.
La solution possible envisagée est le règlement comme celui du conflit Arménie- Azerbaïdjan.
En effet, la guerre dans la région du Karabakh a pris fin avec le départ des Arméniens et de leurs soldats d'une région originellement azerbaïdjanaise. Ce que les Arméniens ont pris par la force avec la complicité des Russes et le silence absolu de l'ONU a été repris par l'armée azerbaïdjanaise. Ainsi s'est terminée la guerre en l'espace de six semaines durant lesquelles l'Arménie a payé en sang et en larmes ce qu'elle pourrait résoudre par un consensus pacifique.
Ce modèle de résolution de conflit pourrait être répété au Sahara Occidental si la sagesse ne prévalait pas entre les deux parties au conflit. Le pire qui puisse arriver est que les habitants des villes sahraouis comme Laayoune et Dakhla pourraient quitter leurs foyers. Cela dépendrait de la volonté du Royaume du Maroc d'abandonner le recours à la force.
Le conflit du Timor oriental est un autre modèle du règlement pacifique. Ce pays a été soumis au colonialisme portugais au XVIe siècle. À la fin de 1975, le Timor oriental a déclaré son indépendance. La même année, il a été envahi et occupé par l'Indonésie et le territoire déclaré la province indonésienne numéro 27 l'année suivante. En 1999, après le référendum d'autodétermination parrainé par l'ONU, l'Indonésie a cédé le Timor oriental pour devenir le plus récent pays souverain du 21e siècle le 20 mai 2002. Comment le conflit au Sahara Occidental sera-t-il réglé ? Force est de constater que le Maroc, en misant sur la force, n'a pas les moyens de sa politique à long terme. Jamais la force militaire n'a vaincu un mouvement de libération.

Fayçal Bakhouche

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Débat sur la gestion de la dette

La Banque africaine de développement a lancé, jeudi 3 décembre, en partenariat avec le Japon, une série de conférences virtuelles sur la gestion de la dette des pays africains dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et après la crise sanitaire.

La rencontre a compté près de 300 participants parmi lesquels des experts gouvernementaux, des spécialistes institutionnels et des acteurs de la société civile. Lors du premier webinaire de la série placé sur le thème : « Transparence, responsabilité et déclaration de la dette », Rabah Arezki, économiste en chef et vice-président de la Banque chargé de la Gouvernance économique et de la gestion des connaissances, a estimé que si l'Afrique a été relativement épargnée par la crise sanitaire, elle doit néanmoins affronter son lourd impact économique. « L'Afrique a toujours compté sur ses exportations, dont le pétrole, mais aussi sur des activités comme le tourisme. Dans le contexte actuel, cette dépendance risque de renforcer la crise de la dette et la précipiter à l'avant-scène. Il est important de discuter de la gestion de la dette et de prendre les mesures appropriées pour y faire face », a-t-il affirmé. Rabah Arezki a précisé qu'une partie de la dette des pays africains était détenue par des privés et des donateurs non traditionnels.

Abondant dans le même sens, Atsushi Mimura, directeur général adjoint au Bureau international du ministère japonais des Finances, a assuré que son pays suivait de très près la gestion de la dette des pays africains, surtout dans le contexte pandémique, où elle peut devenir une vraie hypothèque pour le développement. Hanan Morsy, directrice du département de la Politique macro-économique, des Prévisions et de la Recherche à la Banque, a présenté les principaux enseignements à tirer de l'expérience actuelle de gestion de l'endettement des pays africains, avant d'insister sur la nécessité de la transparence, la responsabilité et la déclaration de la dette. Défis existants et émergents : Modérés par Abdoulaye Coulibaly, directeur de la Gouvernance et de la Gestion des finances publiques à la Banque, les panels ont permis d'identifier les principaux défis existants et émergents en matière de transparence de la dette des pays africains.
Pour Jacob Mkandawire, directeur adjoint du département des marchés financiers de la Banque centrale de Zambie, les pays africains souffrent de leur faiblesse en ressources humaines pour assurer une gestion plus transparente de la dette. À cette difficulté, s'ajoutent l'obsolescence du matériel informatique et l'absence de clarté du cadre juridique qui n'impose aucune contrainte pour l'enregistrement et la déclaration de la dette. Selon Shakira Mustapha, chercheure à Overseas Development Institute, la rotation trop rapide du personnel dédié à la gestion de la dette dans les administrations publiques est un frein à la transparence, la responsabilité et la déclaration. « En tant qu'organisation de la société civile, nous constatons avec grand regret les vraies insuffisances du cadre juridique, ce qui pose un réel problème de transparence de la dette. On note que les parlementaires ne sont pas associés à la gestion de la dette dans la plupart des pays », a regretté Jason Braganza, directeur exécutif du Forum africain et du réseau sur la dette et le développement (AFRODAD).

R.E

UNION EUROPÉENNE-ROYAUME-UNI

Les négociations post-Brexit dans l'impasse

Les négociateurs britanniques et européens sont convenus vendredi soir de faire une "pause" dans les pourparlers post-Brexit après une semaine infructueuse à Londres, comptant sur le Premier ministre Boris Johnson et la présidente de la Commission Ursula von der Leyen pour débloquer la situation. "Les conditions d'un accord ne sont pas réunies, en raison de divergences importantes", ont affirmé dans des communiqués similaires le négociateur de l'UE Michel Barnier et son homologue britannique David Frost. "Nous sommes convenus de suspendre les discussions", ont-ils ajouté.
"La présidente von der Leyen et le Premier Ministre Johnson discuteront de l'état des lieux demain après-midi." Selon une source européenne, le coup de fil est programmé à 17H30 (16H30 GMT).
Les négociateurs affirment que les trois mêmes points bloquent toujours la conclusion d'un accord : l'accès des pêcheurs européens aux eaux britanniques, les garanties réclamées à Londres en matière de concurrence et la manière de régler les différends dans le futur accord.
M. Barnier, qui était à Londres depuis le début de la semaine, doit rentrer à Bruxelles. Les Européens ont pour objectif de conclure un accord avant la fin du week-end, condition pour qu'il soit ratifié à temps par le Parlement européen afin d'entrer en vigueur le 31 décembre. A cette date, les Britanniques, qui ont officiellement quitté l'UE le 31 janvier, cesseront d'appliquer les normes européennes. Sans accord pour régir leur relation à l'avenir, le Royaume-Uni et l'UE échangeront selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce, synonymes de droits de douane ou de quotas, faisant courir le risque d'un nouveau choc économique s'ajoutant à celui de la pandémie de coronavirus.
La France a prévenu vendredi matin qu'elle n'hésiterait pas à mettre son veto si le texte ne lui convenait pas, en particulier s'il menaçait l'avenir de ses pêcheurs.
"S'il y avait un accord qui n'était pas bon (...) nous nous y opposerions", a dit le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Clément Beaune, sur la radio Europe 1. Avec un veto ? "Oui. Chaque pays a le droit de veto", a-t-il averti, répétant que le risque d'un non-accord "existe" et qu'il "faut s'y préparer".
Ce coup de pression sur les négociations traduit l'inquiétude croissante de Paris de voir l'UE accorder trop de concessions aux Britanniques par crainte d'un "no deal". Selon un diplomate européen, cette appréhension est partagée par d'autres capitales, comme Rome, Madrid, Bruxelles et Copenhague. "Nous ne voulons pas nous enfermer dans une relation déséquilibrée pour les décennies à venir", explique-t-il. Signe des divergences qui gagnent les Etats membres, plusieurs sources européennes affirment à l'inverse que l'Allemagne, qui occupe la présidence tournante de l'UE, et la Commission européenne poussent pour obtenir un accord.
"Il y a des lignes rouges, mais il y a malgré tout toujours de la marge pour des compromis", a affirmé le porte-parole d'Angela Merkel, assurant cependant que son pays n'accepterait pas d'accord "à n'importe quel prix".
"Nous allons tenir bon jusqu'au dernier moment, la dernière seconde de ce processus, pour garantir l'unité entre nous", a assuré le président du Conseil européen, Charles Michel. Les Etats membres prendront position "en fonction de ce qui est sur la table", a-t-il insisté. Un sommet européen réunissant en personne les dirigeants des 27 est prévu les 10 et 11 décembre à Bruxelles. "L'Union a fait les gestes nécessaires pour arriver à un compromis. Il revient aux Britanniques de faire un mouvement suffisant pour aboutir à un accord", a pour sa part plaidé la porte-parole du Quai d'Orsay, Agnès von der Mühll. "C'est le moment de vérité pour Johnson" a commenté Nigel Farage, l'europhobe britannique qui a joué un rôle déterminant dans le Brexit. La pêche apparaît depuis le début des discussions comme un sujet aussi symbolique qu'explosif pour une poignée d'Etats membres, France et Pays-Bas en tête. Le Premier ministre français, Jean Castex, a d'ailleurs rappelé jeudi que la pêche française ne pouvait pas être "sacrifiée comme variable d'ajustement" dans les négociations.

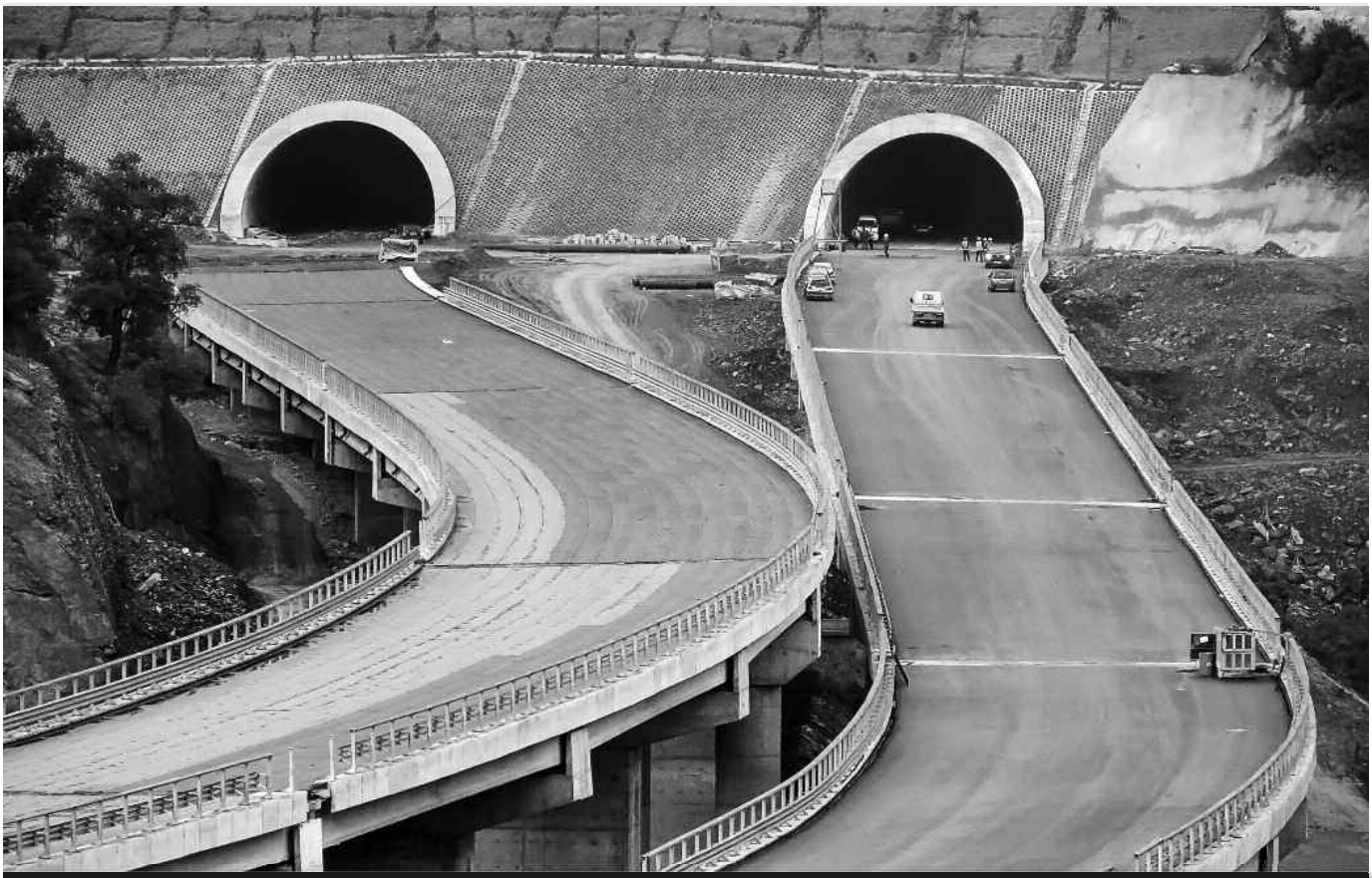
R.E

LIBAN

La reconstruction de Beyrouth coûtera 2,5 milliards de dollars

Les donateurs institutionnels ont dévoilé vendredi un plan destiné à reconstruire Beyrouth et à aider sa population après l'explosion au port début août qui a fait plus de 200 morts, estimant à 2,5 milliards de dollars sur dix-huit mois les fonds nécessaires. Le plan "de réforme, de relèvement et de reconstruction" ou "cadre 3RF" a été conçu par l'Union européenne, les Nations unies et la Banque mondiale. Il s'agit d'une feuille de route pour aider les plus vulnérables grâce à des subventions internationales et pour orienter les fonds de reconstruction, en parallèle à de réformes profondes.
La déflagration a été déclenchée par un incendie dans un entrepôt abritant, de l'aveu des autorités, des tonnes de nitrate d'ammonium sans précaution. La tragédie a fait également plus de 6 500 blessés et a dévasté des quartiers entiers. Les "besoins prioritaires" concernant la population "se chiffrent à 584 millions de dollars (environ 480 millions d'euros), dont 426 millions sont attendus la première année", selon le rapport sur le "cadre 3RF" publié vendredi. Les coûts en matière de réforme et de reconstruction "sont estimés à 2 milliards de dollars" (environ 1,6 milliard d'euros). Mais les trois instances ont prévenu que le soutien international à la reconstruction de la capitale libanaise dépendrait "des avancées crédibles sur le plan des réformes que le gouvernement pourra mettre en avant".
Ces efforts devront notamment porter sur "l'audit (...) de la banque centrale, la réforme du secteur bancaire, le contrôle des capitaux et l'unification du taux de change", ou encore sur la définition d'une "trajectoire crédible et durable vers la viabilité budgétaire". Des "avancées sur ces réformes seront fondamentales afin de permettre la mobilisation des financements privés ou de prêts publics (...) importants pour la mise en œuvre de grands projets de reconstruction", ont-elles relevé. Le trio institutionnel a dressé une longue liste de mesures urgentes, dont une "enquête transparente" pour déterminer les causes de l'explosion du 4 août et la promulgation d'une "loi portuaire régissant les opérations de l'autorité portuaire de même que les douanes". Une enquête des autorités libanaises a entraîné l'arrestation de 25 personnes, notamment des responsables du port et des douanes, mais aucune conclusion n'a été publiée à ce stade. Le Liban est englué depuis plus d'un an dans une profonde crise économique, sociale et politique. Outre une dépréciation historique de sa monnaie et une hyperinflation, le pays est sans gouvernement depuis plus de trois mois.

R.E



MÉDÉA

La sécurisation des tunnels de Chiffa et d'El-Hamdania à l'étude

La sécurisation des tunnels de Chiffa et d'El-hamdania, situés sur le tronçon de l'autoroute nord-sud, a été au centre de la journée d'étude qui s'est tenue, mercredi, au siège de la direction de la protection civile de Médéa, a-t-on appris auprès de cette structure.

Des cadres de la protection civile de la wilaya de Blida et des responsables des unités d'intervention de la commune de Chiffa (Blida) et El-Hamdania (Médéa) ont pris part à cette journée d'étude organisée à l'effet d'élaborer un plan d'intervention et de sécurité (PIS) des deux tunnels de l'autoroute nord-sud , devant servir à l'organisation des secours et la sécurisation des de ces deux ouvrages routiers, a-t-on indiqué.

Différents volets ont été examinés, d'après la même source, lors de cette journée d'étude, notamment la gestion des accidents de la circulation à l'intérieur de ces tunnels, la coordination des secours et l'optimisation des moyens et des effectifs des unités d'intervention de la protection civile de la commune de "Chiffa" (Blida) et "El-Hamdania" (Médéa), pour garantir la rapidité des secours, minimiser les dégâts, tant humains que matériels, et permettre le rétablissement rapide du trafic routier, a-t-on ajouté.

Le plan d'intervention et de sécurité constituera, a-t-on expliqué, un outil de travail en mesure de faciliter les opérations d'intervention et garantir la sécurité des usagers, précisant, qu'eu égard au caractère"spécifique" de ces ouvrages routiers, leurs dangerosité et la complexité des interventions qu'auront à effectuer les secouristes, la nécessité de se doter d'un tel plan est "primordiale".

L'élaboration du "PIS" viendra, par ailleurs, "combler le vide réglementaire" en matière de gestion et de sécurité des ouvrages routiers, en particulier les tunnels, qui représentent un niveau de risque très élevé en cas d'accidents, a-t-on fait savoir, ajoutant que le plan d'intervention et de sécurité permettra de faire face à ce vide et de gérer les volets sécurité routière et secours.

Le projet de plan d'intervention sera transmis à la direction générale de la protection civile (DGPC) pour examen et enrichissement, avant son approbation, a-t-on conclu.

APS

Brèves

TRAFIC DE BOISSONS ALCOOLISÉES À AÏN DEFLA

Une personne arrêtée et plus de 700 unités saisies

Les services de sécurité de Ain Defla ont arrêté récemment à Khémis Miliana un individu (27 ans) s'adonnant au trafic illicite des boissons alcoolisées dont ils ont saisi 720 unités de différentes marques et formes, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.Les faits remontent à mardi dernier lorsqu'au cours d'une patrouille de contrôle menée à une heure tardive de la nuit à l'entrée ouest de la ville de Khémis Miliana, les éléments de la 3ème sûreté urbaine aperçurent une camionnette, dont le chauffeur a pris la poudre d'estampette à la vue des policiers en dépit du fait qu'il ait été sommé de s'arrêter, a-t-on précisé.Mais il a vite déchanté après s'être rendu compte que la ville était hermétiquement quadrillé à la faveur du plan mis en place en coordination avec les autres patrouilles de la ville, se faisant arrêté à quelques encablures de la sortie est de la ville, a-t-on fait savoir, signalant que la fouille minutieuse du véhicule a permis aux policiers de mettre la main sur 720 bouteilles de boissons alcoolisées de différentes marques et formes.Présenté jeudi devant les instances judiciaires compétentes de Khémis Miliana pour le grief de « détention et transport de boissons alcoolisées sans autorisation", le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt dans l'attente de son prochain jugement, a-t-on indiqué de même source.

JIJEL

Lancement prochain des projets de 1500 logements AADL

Les travaux de réalisation de 1.537 logements de la formule location-vente de l'Agence nationale d'amélioration et du développement du logement (AADL) seront "prochainement" lancés à travers trois communes de la wilaya de Jijel, a indiqué jeudi, le directeur par intérim de l'antenne locale AADL, Faouzi Makhtout.L'Agence AADL vient de confier la réalisation de ces 1.537 logements répartis sur les communes de Jijel, Tahir et Kaous à une société étrangère qui entamera "prochainement" les travaux, a-t-il précisé à l'APS .Ce nouveau quota est réservé au dernier groupe de souscripteurs AADL qui se sont acquittés du paiement de la première tranche et ont procédé courant cette semaine au choix du site de leurs logements, a-t-on indiqué. Le même responsable a déclaré que 1.600 unités AADL dont il ne reste que le raccordement au réseau d'électricité et de gaz seront prochainement remises à Mezghitane (800 logements), Amzoui (400) dans la commune de Jijel et à El Aouana (400). Les travaux de réalisation par une entreprise privée de 1.200 autres unités de la même formule au 5ème km à l'entrée orientale de la ville de Jijel touchent à leur fin, a ajouté le même cadre qui a précisé qu'il ne restera plus que les travaux d'aménagement extérieur qui seront confiés "dans les prochains jours" à une entreprise de réalisation.

EVOCATION

Laghouat se remémore l'un des pires massacres perpétrés par la France coloniale

La ville de Laghouat remémore aujourd'hui le souvenir d'un des pires massacres perpétrés à l'encontre du peuple algérien par la France coloniale qui a recouru, dans sa prise de la ville le 4 décembre 1852, à l'utilisation de gaz toxiques, décimant près des deux tiers de sa population.

Le secrétaire général de l'Organisation nationale des Moudjahidine de Laghouat, Madani Lebtar, évoque le souvenir douloureux de cet évènement qui a fait plus de 2.500 martyrs, qualifiant d'"holocauste" l'utilisation, lors de la bataille qui s'est déroulée sur les rives de l'Oued Mzi, d'obus chargés de Chloroforme, un composant chimique toxique, devenant létal à un certain degré de concentration et dont l'inhalation provoque une forte inflammation des poumons et la mort par asphyxie.
Le bombardement de la ville avec des charges chimiques, exécuté par l'armée coloniale sous la conduite des généraux Pellissier, Puscaren et Joseph, contre la population locale et ses résistants sous la conduite de valeureux résistants à l'instar de Bennacer Benchohra, Cherif Benabdallah et Telli Belakhal, a fait pas moins de 2.500 morts parmi une population locale estimée alors à quelques 3.500 âmes, a-t-il précisé.
Après cette bataille meurtrière ayant montré quant même une brave et farouche résistance en dépit de l'inégalité des forces et des moyens, la soldatesque française est entrée dans la ville pour y découvrir des corps disséminés à différents endroits, et achever les blessés et les personnes agonisantes, à un degré de cruauté tel que même les soldats français ayant pris part au massacre ont été étonnés de la manière "inhabituelle" avec laquelle a été décimée la population de Laghouat en utilisant l'arme chimique, a relaté Dr.Aissa Bougrine, enseignant au département d'Histoire de l'Université Amar Thelidi à Laghouat.
Pour les historiens, l'utilisation par l'armée coloniale française de cette méthode inhumaine était la seule manière de faire plier Laghouat, une ville-forteresse qui était ceinte d'un rempart de ses quatre côtés et
derrière lequel étaient positionnés les artilleurs. Un dispositif qui n'a pu être percé que par le recours à l'artillerie lourde et les obus de chloroforme, pour parvenir à l'objectif de prise de cette ville géostratégique qui constituait la portière vers la conquête du Sahara algérien et de ses richesses naturelles souterraines.
Selon le directeur des Moudjahidine de Laghouat, Mohamed Halmouche, le musée du Moudjahid renferme plusieurs témoignages d'officiers français sur la résistance de Laghouat, dont un est des plus éloquents.
Celui-ci raconte : "une fois débarrassés des corps des morts, il ne restait plus de survivants, hormis les soldats français, dans la ville fantôme où toutes les habitations étaient vides, sans exception".
"J'entrais dans cette ville silencieuse, frappée d'une mort violente. Le massacre était effroyable, et les habitations, les kheimas et les rues étaient jonchées de dépouilles de plus de 2.500 morts, entre hommes, femmes et enfants. La France avait besoin de cet holocauste pour prouver sa puissance aux tribus combattantes dans le Sahara", est-il raconté.
Ce témoignage est "un aveu de l'atrocité d'un des pires et violents massacres et crime contre l'humanité à travers l'Histoire", estime M.Halmouche.
Le directeur des Moudjahidine de Laghouat émet, à ce titre, le souhait de voir réaliser un film documentaire sur les évènements ayant jalonné l'histoire rayonnante de la région, dont les hommes et les femmes ont préféré la mort à la capitulation devant un colonisateur recourant à des méthodes abjectes et inhumaines pour assouvir ses visées expansionnistes en terre algérienne.

TINDOUF

La rénovation des réseaux d'eau potable en voie d'achèvement

Les travaux de rénovation des réseaux d'eau potable (AEP) et d'assainissement dans la commune de Tindouf, sont en voie d'achèvement, selon une présentation technique des services locaux du
secteur des Ressources en eau.
Inscrits dans le cadre du plan sectoriel de développement (PSD-2020), ces travaux englobent pour l'AEP deux opérations d'un cout global de plus de 100 millions DA, la première en voie de finalisation et la seconde devant l'être avant la fin de l'année, a affirmé le directeur local du secteur, Miloud Baba, lors d'une sortie d'inspection de l'exécutif.
Un intérêt particulier est accordé à l'opération, du fait qu'elle permet à l'Algérienne des eaux une meilleure maitrise dans la gestion de la distribution de l'eau potable, surtout avec la sécheresse qui sévit depuis
quelques années, a-t-il souligné.
Le centre-ville de Tindouf, plus précisément le quartier Ksabi, a bénéficié d'un projet de rénovation, pour plus de 10 millions DA, du réseau d'assainissement, dont les travaux ont été lancés en octobre dernier et devant être livré à la fin de l'année en cours, selon sa fiche technique.
Le wali de Tindouf, Youssef Mahiout, a mis l'accent sur la nécessité de livrer ces opérations avant la fin de l'année et de veiller à la remise en état des routes au terme des travaux, selon les normes techniques, et qu'un suivi rigoureux des services concernés sera effectué à cet égard.
L'occasion de cette visite de terrain a été saisie par les citoyens pour soulever une série de préoccupations liées, entre autres, à l'éclairage public, les trottoirs et le vieux bâti, et que les autorités locales ont promis d'examiner et de prendre en charge en temps opportun, selon les possibilités offertes.

HÔPITAL DES 240 LITS DE BOUMERDES

Taux d'avancement des travaux de réalisation à près de 65%

Les travaux de réalisation d'un l'hôpital de 240 lits dans la ville de Boumerdes, ont atteint un taux d'avancement de près de 65%, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale des équipements publics (DEP), en charge des travaux.

Selon la DEP par intérim, Smail Djamila, la réception de ce projet, dont les travaux ont été à l'arrêt à plusieurs reprises, avant leur relance en mai dernier, suite à la résiliation pour divers motifs, du contrat avec l'entreprise étrangère chargée du projet, est attendue "dans 30 mois à compter de la date de relance du chantier", a-t-elle fait savoir.
"Une enveloppe financière complémentaire de plus de 4,2 milliards de DA a été affectée sur le budget de l'Etat pour le parachèvement de ce projet impatiemment attendu par la population locale", a-t-elle ajouté, en marge d'une visite d'inspection du chantier de cet hôpital, par wali Yahia Yahiatene.
Dans sa déclaration en marge de cette visite, le wali a souligné la relance du projet "après la résiliation du contrat avec l'entreprise italienne qui était chargé de la réalisation de cet hôpital et qui n'a pas obtempéré à l'ordre de reprise des travaux", a-t-il expliqué, signalant que les travaux restant ont été confiés à une entreprise nationale, leader dans le domaine, dans le cadre d'un avis d'appel d'offres national, lancé à cet effet.
Il a donné des instructions pour "redoubler d'effort pour augmenter la cadence des travaux et ce afin de rattraper le retard accusé par ce projet, en vue de sa livraison "si possible avant les délais contractuels fixés à 30 mois, la wilaya ayant grandement besoin de ce type de structures", a-t-il observé.
Selon un rapport présenté dernièrement par l'APW, ce projet a été inscrit en réalisation en 2006, au titre du plan quinquennal 2005-2009, pour une enveloppe de 1,3 milliard de dinars, portée à près de cinq milliards à la suite de la réévaluation de son coût.
Cet établissement, qui sera construit sur cinq niveau en plus du rez-de-chaussée (R+5), comptera dix blocs opératoires destinés aux interventions chirurgicales dans des spécialités dites de pointe et non disponibles actuellement à Boumerdes, telles que la neurochirurgie et la cardiologie interventionnelle, en plus de services médicaux divers.
Ce projet, en réalisation sur une assiette de cinq ha au centre-ville de Boumerdes, permettra de réduire considérablement la pression au niveau des trois établissements hospitaliers actuellement opérationnels dans la wilaya et évitera les déplacements des malades vers les hôpitaux des wilayas voisines.

TÉBESSA (PRÉ-EMPLOI)

Confirmation "avant la fin de l'année" de 1400 bénéficiaires dans leurs postes

Pas moins de 1.400 bénéficiaires du pré-emploi seront confirmés "avant la fin de l'année en cours" dans leurs postes à Tébessa au sein de plusieurs administrations, a indiqué jeudi, le directeur local de l'emploi, Ibrahim Gasmia.
Le même responsable a précisé lors de son passage dans une émission diffusée sur les ondes de la radio locale que 1.400 bénéficiaires du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) seront confirmés dans leurs postes.
Il a ajouté qu'avec ce nombre, un total de 2.000 placements sera concrétisé, relevant que depuis janvier dernier, 600 confirmations ont été notifiées aux bénéficiaires.
M. Gasmia a rappelé que la première tranche des bénéficiaires de ces contrats de travail ayant accompli 8 ans de service compte 4.600 jeunes sur un total de 9.600 concernés par cette opération de confirmation.

Le même responsable a révélé que la commission de wilaya présidée par le wali et qui comprend des représentants de différents secteurs notamment l'emploi, l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), la caisse nationale d'assurance sociale (CNAS), le contrôle financier (CF) et l'inspection du travail œuvre à étudier les dossiers des bénéficiaires des contrats de travail concernés par la régularisation conformément au décret exécutif du ministère de l'Emploi.
La commission travaille aussi pour identifier les besoins de main-d'œuvre qualifiée au niveau de chaque administration, et évaluer les offres d'emploi en fonction des postes budgétaires disponibles et conformément aux qualifications des bénéficiaires.

Brèves

TÉBESSA EHS DE NÉPHROLOGIE DE CONSTANTINE

12 greffes rénales en une année

Douze greffes rénales ont été réalisées à l'établissement hospitalier spécialisé en néphrologie et voies urinaires de la cité Deksi Abdeslam de Constantine entre novembre 2019 et novembre 2020 en dépit de la conjoncture exceptionnelle de la pandémie du Covid-19 ayant stoppé les greffes pendant quelques mois, a indiqué mercredi le directeur de l'établissement, Hocine Saïh.Ces greffes ont été effectuées en coordination avec l'Agence nationale de greffes d'organes, a précisé à l'APS le même cadre qui a déclaré que l'établissement prépare actuellement 13 couples (donneurs/receveurs) pour effectuer "prochainement" des interventions de transplantation.Les donneurs subissent des examens globaux en trois phases (laborantine, clinique et radiologique) dans une période de deux mois afin de limiter les risques de rejet et augmenter les chances de succès de la greffe qui dure près de quatre heures, a-t-il ajouté.L'unité de suivi post-greffe rénale assure le suivi de 140 malades notamment durant les premiers mois de la transplantation avec des suivis réguliers à vie pour le récepteur de la greffe, est-il encore précisé.Une autre unité de pulvérisation des calculs rénaux a entamé le travail depuis le début de l'année en cours après la réparation de l'appareil avec une moyenne de huit patients par mois, selon la même source qui a révélé que le service de 20 lits assure également le remplacement du plasma pour 2 à 3 patients par mois.

EL TARF

Production prévisionnelle de près de 10.000 hectolitres d'huile d'olive

Une production prévisionnelle d'huile d'olive de 9728 hectolitres (972800 litres) est attendue dans la wilaya d'El Tarf au titre de la campagne oléicole 2020/2021, a indiqué le directeur local des services agricoles (DSA) Kaddour Ayad.Deux unités d'extraction de l'huile d'olive l'une à Asfour assurant 50qx/j et l'autre à Sidi Kaci avec une capacité de trituration de 30 qx/j, soit une capacité globale de 80 qx par jour, sont mobilisées pour l'opération d'extraction, a précisé M. Ayad.Une production de 79.020 qx d'olives dont 60.800 qx d'olives à l'huile, avec un rendement moyen de 25 qx à l'hectare, a été récoltée à travers 3.160 ha de vergers oléicoles, répartis principalement dans les régions montagneuses de Bouhadjar, Besbes et Hamam Beni Salah, a détaillé la même source, précisant que la wilaya d'El Tarf dispose d'un potentiel de 4.580 ha cultivés par 1.600 agriculteurs.La cueillette des olives a été lancée, a rappelé la même source, au mois d'octobre dernier au niveau de cette région frontalière, réputée pour ses variétés "rougettes", "chemlel" et "arbiquina" auxquelles s'ajoutent deux autres, nouvellement introduites, à savoir la "blanquette" et"sofiana", a précisé Kaddour Ayad.Le DSA a, par ailleurs, mis en relief les différentes actions de sensibilisation et de vulgarisation menées en direction des producteurs de la filière oléicole pour leur expliquer les multiples techniques en matière, entre autres, de greffage, de taille et d'entretien, utilisées pour améliorer les rendements des oliviers.Le même responsable a évoqué en outre les journées d'information dédiées aux maladies fongiques dont la mouche de l'olive et autres ravageurs de l'olivier, ainsi que les caravanes de sensibilisation consacrées aux techniques de cueillette de l'olive, organisées, périodiquement, en coordination avec le conseil interprofessionnel de la filière.

Ryad Boudebouz (Saint-Etienne)

"J'ai souffert de ma mise à l'écart par Claude Puel"

L'international algérien, Ryad Boudebouz, a évoqué ce vendredi les difficultés qu'il a rencontré après sa mise à l'écart à Saint-Etienne lors de l'intersaison, mais ne semble pas en vouloir au staff technique.

" A un moment donné, il faut se recentrer sur ce qu'on fait, a indiqué Boudebouz dans un entretien accordé au quotidien le Progrès. Il ne faut pas oublier qu'on joue au foot parce qu'on aime ça et il faut apprécier les moments. Même si tu souffres, avec tes potes, tu kiffes aussi. Certains s'éparpillent et oublient ça. Pas moi. Pendant les quatre mois, j'ai trop galéré pour venir et me prendre la tête. J'ai vraiment souffert, même si je ne l'ai pas montré. "

Saint Etienne avait demandé à Ryad Boudebouz de trouver un nouveau point de chute durant le dernier mercato d'été après qu'il ait refusé de revoir significativement son salaire à la baisse. Ayant décidé de continuer l'aventure stéphanoise, l'ancien joueur du Bétis Séville ne semble pas en vouloir au staff technique et à la direction après sa mise à l'écart pendant quelques mois.

" C'est toujours une question de respect. Le club te paie. Je ne suis peut-être pas d'accord avec lui mais ce que je dois faire, c'est sur le pré. Le peu de chose que je peux lui montrer, ça doit être sur le terrain, a expliqué Boudebouz. Je ne suis pas là pour créer des problèmes et je ne suis pas cette personne-là. Si demain je dois quitter le club, je n'ai pas envie de partir en froid avec Claude Puel, son adjoint ou le président parce que j'estime qu'en dehors du foot, nous sommes des personnes et nous nous devons le respect."

Boudébouz avait réintégré le groupe professionnel stéphanois en novembre dernier en rejouant avec son club lors d'un match amical face à Grenoble (L2) (3-2) alors que son premier match officiel cette saison était contre le Stade Brestois pour le compte de la 11e journée.

Arrivé à Saint-Etienne au cours du mercato estival 2019 en provenance du Betis Séville, Boudebouz (25 sélections) n'a inscrit qu'un seul but en 24 matches la saison dernière, et délivré quatre passes décisives.

Brèves

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE

Le 1er but de Mahrez contre Burnley nommé pour le but du mois de novembre

Le premier but de Riyad Mahrez contre Burnley (5-0) samedi dernier en match de la 10e journée du championnat d'Angleterre a été nominé pour le but du mois de novembre en Premier League, a indiqué vendredi le club sur son site officiel.
Aligné dans le onze de départ des Citizens, le capitaine des Verts s'est offert un triplé lors de cette rencontre, avec un doublé dans la première demi-heure de jeu pour permettre aux siens de mener très vite 2-0.
Il a ouvert d'abord le score à la 6e minute sur une passe dans la surface de De Bruyne. Avant de doubler le score à la 26e, sur une touche de Walker, dans un angle fermé, il se débarrasse de deux défenseurs avant d'envoyer le ballon dans le filet opposé.
Au retour des vestiaires, il marquera le 5e but des siens à la 69e minute. De Bruyne lance superbement Foden dans l'espace sur l'aile gauche, ce dernier centre fort au second poteau et Mahrez repend de la tête pour marquer.
Le but de Mahrez sera confronté à plusieurs autres beaux buts marqués au cours du mois de novembre. Parmi eux, on peut citer Raphinha pour Leeds United contre Everton, James Ward-Prowse et Danny Ings de Southampton pour leurs buts contre Aston Villa , Solly March pour sa frappe contre Villa , le but de Jamie Vardy contre Leeds United , Eberechi Eze pour son effort contre Leeds et la frappe d'Ola Aina contre Everton.

R.S

OLIVER BIERHOFF (DIRECTEUR DES ÉQUIPES NATIONALES ALLEMANDES)

Loöw n'est pas entêté, "il suit ses intuitions"

Le sélectionneur allemand Joachim Loöw, qui a écarté la plupart des champions du monde 2014, n'est pas entêté, mais "suit ses intuitions", l'a défendu vendredi le directeur des équipes nationales allemandes Oliver Bierhoff. Quatre jours après avoir confirmé l'entraîneur à son poste malgré une débâcle 6-0 contre l'Espagne en Ligue des nations, Bierhoff s'est livré, lors d'une très longue conférence de presse virtuelle, à un exercice de justification de sa décision, alors que la majorité des commentateurs réclament la tête du coach des champions du monde 2014. "Ce n'est pas de l'entêtement de la part de Loöw. Je le connais bien, quand il fait quelque chose, c'est parce qu'il est convaincu. Il suit ses intuitions et son opinion", a répondu Bierhoff à une question sur la mise à l'écart des trois champions du monde Thomas Müller, Jérôme Boateng (Bayern Munich) et Mats Hummels (Dortmund).
Reprenant les arguments avancés lundi par la DFB (Fédération allemande), le patron des sélections allemandes a souligné que les objectifs fixés après le Mondial-2018 avaient été atteints: la qualification pour l'Euro, le maintien en Ligue A des Nations, et le fait d'être tête de série pour le tirage au sort des éliminatoires du Mondial-2022.
Il a également répété que la défaite contre l'Espagne n'était pas suffisante pour limoger le sélectionneur: "Toute l'Allemagne était déçue après cette humiliation contre l'Espagne", a-t-il admis, "l'émotion est là, ça bouillonne toujours en moi, mais mon boulot n'est pas de suivre les émotions, c'est de prendre du recul. On ne peut pas prendre une décision (de limoger un coach) sur un seul match".
Selon Bierhoff, le soutien des joueurs à leur sélectionneur a également joué en sa faveur: "La tendance et les signaux sont clairs, ils le suivent", a-t-il insisté, même si "le développement de l'équipe n'a évidemment pas été aussi bon que nous le voulions", en raison des conditions créées par la pandémie de coronavirus et du calendrier bouleversé.

ITALIE

Le stade de Naples rebaptisé du nom de Diego Armando Maradona

Le stade de Naples a officiellement été rebaptisé "Diego Armando Maradona", en vertu d'une résolution adoptée vendredi par la ville de Naples, moins de dix jours après le décès de la star argentine qui a porté les couleurs du Napoli entre 1984 et 1991.

Le maire de la ville Luigi de Magistris avait proposé de changer le nom de stade San Paolo le 25 novembre, quelques heures seulement après l'annonce de la disparition de Maradona, devenu une véritable idole de la ville du sud de l'Italie après un passage marqué par ses deux seuls titres de champion d'Italie.
"La délibération a été signée par tout le conseil municipal", a indiqué la municipalité de Naples dans un communiqué.
Maradona est salué par la mairie comme "le plus grand footballeur de tous les temps qui, avec son immense talent et sa magie, a honoré pendant sept ans le maillot de Naples, lui offrant deux scudetti (titres de champion d'Italie, Ndlr) et d'autres coupes prestigieuses, et recevant en échange de la ville entière un amour éternel et inconditionnel".
Le prochain match de Naples à domicile aura lieu jeudi prochain en Ligue Europa contre la Real Sociedad. Les joueurs napolitains ont déjà rendu hommage à leur ex-N.10 lors de leur deux derniers matches à San Paolo. En Ligue Europa, ils ont tous arboré son numéro dans le dos durant la minute de silence, au lendemain de son décès.
Ils ont ensuite joué dimanche dernier contre la Roma en championnat avec un maillot rappelant celui de l'Argentine, dessiné en hommage à Maradona. "Bienvenue au stade Diego Armando Maradona", a salué en soirée le club sur ses réseaux sociaux.
Le Napoli "se réjouit de la résolution signée par l'ensemble du conseil municipal de rebaptiser Diego Armando Maradona le désormais ex-stade San Paolo", selon un communiqué du club.
Le président napolitain Aurelio de Laurentiis avait soutenu la proposition du maire de la ville dans une lettre adressée à Maradona: "Je crois qu'il est juste de baptiser San Paolo de ton nom pour t'avoir encore avec nous".
Le stade de Naples, inauguré en 1959, est la troisième enceinte italienne en termes de capacité (55.000 places environ), derrière San Siro à Milan et l'Olimpico de Rome, selon le site du club. Sa dernière rénovation a été réalisée pour la Coupe du monde 1990, où le stade avait notamment accueilli la demi-finale bouillante entre l'Italie, pays organisateur, et l'Argentine, l'équipe de Diego Maradona (qualification aux tirs aux buts des Argentins).
C'est dans ce stade que Maradona avait été présenté aux supporters à son arrivée à Naples, en 1984, dans une ambiance de feu. Il y est venu pour la dernière fois, en tant que supporter, le 12 février 2014 pour une demi-finale retour de Coupe d'Italie entre le Napoli et la Roma.

ATHLÉTISME

Human Rights Watch demande l'arrêt des tests de féminité

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a exhorté vendredi dans un rapport la fédération internationale d'athlétisme à arrêter les tests de féminité, visant notamment les athlètes hyperandrogènes comme Caster Semenya, jugeant ces pratiques "discriminatoires" et portant atteinte à la "dignité" des sportives.
"Des autorités sportives ont créé via leurs règlements des environnements qui forcent certaines femmes à des interventions médicales invasives et non nécessaires afin de concourir dans certaines disciplines (...) les femmes venant de pays du Sud ont été disproportionnellement touchées", écrit l'ONG dans son rapport qui comprend des témoignages d'athlètes.
Les règlements de World Athletics (Fédération internationale d'athlétisme) "discriminent par rapport au sexe, à l'expression du genre de ces femmes. Les tests de féminité violent nombre de droits fondamentaux protégés à l'international incluant la vie privée, la dignité, la santé, la non-discrimination, à l'absence de mauvais traitement, et les droits liés à l'emploi", écrit encore HRW.
La fédération internationale d'athlétisme impose depuis avril 2018 aux femmes présentant un excès naturel d'hormones sexuelles mâles de faire baisser leur taux de testostérone par un traitement afin de s'aligner sur certaines épreuves internationales.
Le règlement concerne notamment la championne olympique sud-africaine du 800 m Caster Semenya, qui refuse de s'y plier, mais entend se tourner vers la Cour européenne des droits de l'Homme après avoir été déboutée par le Tribunal arbitral du sport (TAS).
HRW, qui recommande dans son rapport à World Athletics (WA) de supprimer son règlement, en appelle également au Comité international olympique (CIO).
"Ce rapport n'a pas été écrit par des experts impartiaux mais par des défenseurs d'un camp de ce débat. World Athletics n'a pas été sollicitée pour répondre aux allégations dans le rapport, ce qui aurait pu apporter l'équilibre nécessaire à cette question très complexe", a répondu l'instance dans un communiqué.
"Nous restons engagés pour l'équité de toutes les femmes dans le sport et rejetons les allégations indiquant que les limites biologiques seraient bâties par rapport à des stéréotypes raciaux ou de genre", écrit WA.

FIFA

Le Japon accueillera fin 2021 la Coupe du monde des clubs

Le Japon accueillera fin 2021 la Coupe du Monde des clubs dans son format actuel, en attendant un Mondial élargi repoussé en raison de la pandémie, a annoncé vendredi le patron de la Fifa Gianni Infantino. L'épidémie de "Covid-19" ayant chamboulé les calendriers, l'année 2021 verra même se dérouler deux éditions de cette compétition: le Qatar accueillera du 1er au 11 février le Mondial initialement prévu fin 2020, avant un tournoi en décembre au Japon.
Depuis 2019, la Fifa avait prévu d'organiser à l'été 2021 en Chine la première édition de sa Coupe du monde des clubs élargie à 24 formations, "projet phare" de Gianni Infantino, destiné à accroître l'intérêt des diffuseurs comme des sponsors.
Mais l'instance mondiale "a accepté" de décaler cette compétition "pour faire de la place à l'Euro et à la Copa America", initialement programmés à l'été 2020 et décalés d'un an, a rappelé le dirigeant italo-suisse lors d'une conférence de presse.
Après plusieurs mois de réflexion, le Conseil de la Fifa a décidé vendredi de maintenir ce tournoi "dans son format actuel" pour l'an prochain, soit sept équipes, "et d'attribuer son organisation au Japon", a-t-il ajouté. Cette compétition réunit les équipes championnes des six confédérations continentales, ainsi que le champion du pays organisateur. L'édition 2019, déjà au Qatar, avait vu Liverpool remporter la finale 1-0 face aux Brésiliens de Flamengo.
Gianni Infantino a cependant réaffirmé son attachement au projet de Mondial élargi, assurant qu'il s'agirait "de la meilleure compétition de clubs au monde", un défi clairement lancé à l'UEFA et sa Ligue des champions.

R.S

FOOTBALL / LIGUE 1 (2E JOURNÉE)

Encore une journée dominée par les nuls…

La 1re partie de la 2e journée du championnat de Ligue 1 de football, disputée vendredi, a pratiquement ressemblé à la précédente, avec son lot de matchs nuls (3) sur un total de quatre, et qui a donné lieu un regroupement de cinq équipes en tête du classement.

La principale affiche de vendredi entre le MC Oran et la JS Kabylie, n'a pas dérogé à la règle, avec le nul vierge qui ne satisfait nullement les hommes de Bernard Casoni, en quête de leur premier succès de la saison à domicile.
Cette rencontre dont la 2e mi-temps a été jouée sous une pluie battante, a permis au nouveau coach des "Canaris", Youssef Bouzidi, lequel à dirigé ses joueurs à partir des tribunes faute de licence, de revenir avec le point du match nul après le semi-échec de la 1re journée à domicile face au CABBA (0-0).
La seule victoire de la journée, est revenue à l'AS Ain M'lila, exempte de la première journée, qui débute la saison avec le sourire en venant à bout de son voisin, le NC Magra (2-1).
Les locaux se sont remis à l'efficacité de leur buteur attitré, Hamza Demane auteur d'un doublé (8e s.pen) et (80e), alors que le NCM avait égalisé entre-temps par Guenaoui (16e).
L'autre club ayant débuté la saison, l'USM Bel-Abbes a réalisé également une bonne performance en allant accrocher le CA Bordj Bou Arreridj (1-1).
Ayant mené au score grâce à Abbas (45e), les hommes de Liamine Boughrara ont farouchement résisté jusqu'à la 70e minute avant de concéder le but égalisateur signé Guettal (70e). Le CABBA enregistre donc son 2e nul en 2 matches, tout comme le Paradou et le CS Constantine qui se sont séparés sur un score de parité (2-2).
Les Pacistes qui accueillaient leurs adversaires à Dar El-Beida, dont le stade vient d'être homologué par les services concernés de la LFP, ont crû trop tôt à la victoire en menant (2-0): buts de Ben Bouali (30e) et Guennaoui (39e), avant que le buteur constantinois, Mohamed Bentahar, guéri du Covid-19, ne plante deux banderilles mortelles (41e et 90e+1), permettant ainsi à son équipe de ramener un point précieux de son déplacement à Alger.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 - MC ALGER

" Je n'ai pas l'effectif suffisant pour faire face aux cadences du calendrier"

L'entraîneur du MC Alger (Ligue 1 algérienne de football) Nabil Neghiz, a admis vendredi qu'il ne disposait pas d'un effectif assez riche pour faire face aux cadences du calendrier cette saison, soulignant qu'il va procéder à un turnover, en puisant dans l'équipe de la réserve pour jouer sur tous les fronts. "Sincèrement, si on veut vraiment être performants dans l'ensemble des compétitions, ce n'est pas évident de le faire avec l'effectif dont on dispose.
Ce sera une chance pour les joueurs de la réserve d'avoir plus de chances de jouer, je vais les lancer dans le bain surtout en championnat. Je vais faire tourner l'équipe, c'est impossible de jouer toutes ces épreuves avec 20 joueurs, surtout avec ce effréné. Nous craignons les blessures, et l'intensité des matchs. Nos joueurs n'ont pas l'habitude de la succession des rencontres, à partir de là, on va piocher dans les U21", a indiqué le coach mouloudéen sur les ondes de la radio nationale. Engagé en Ligue des champions d'Afrique, le MCA est allé tenir en échec samedi dernier les Béninois des Buffles du Borgou (1-1) à Porto-Novo, dans le cadre du tour préliminaire (aller). La seconde manche, prévue initialement ce vendredi au stade du 5-juillet (15h00), n'a pas eu lieu en raison du forfait de l'adversaire. " L'équipe béninoise ne s'est pas déplacée à Alger, et c'est logiquement que nous serons qualifiés pour le prochain tour.
Je vais profiter de notre présence au stade du 5-juillet pour programmer un match d'application entre les joueurs, d'autant plus qu'ils n'ont plus joué sur cette pelouse depuis le mois de mars dernier ". Le MCA devrait affronter au prochain tour la formation tunisienne du CS Sfax, large vainqueur en déplacement face au Mlandege FC du Zanzibar (5-0).
" Je préfère affronter un club maghrébin voisin plutôt qu'une équipe de l'Afrique sub-saharienne avec toutes les conditions difficiles, liées notamment au climat, qui peuvent prévaloir là-bas. Ca sera une véritable finale avant la lettre avant d'entrer dans les poules. Nous allons jouer ce derby sur une excellente pelouse, que ce soit à Sfax ou bien à Alger », a-t-il ajouté.
Neghiz a estimé que son équipe manquait encore de rythme en ce début de saison, soulignant qu'il comptait y remédier en vue notamment de l'éventuelle double confrontation face au CS Sfax. "Jouer 90 minutes de la même manière c'est très difficile de le faire. Nous sommes très loin de ce niveau. Il y a des moments forts au cours desquels il faudra s'imposer et être efficace, et en même temps des moments faibles qu'il faudra gérer.
D'ici au premier match face au CS Sfax (22-23 décembre, ndlr), on va essayer de hisser notre niveau de jeu, en ayant plus d'automatismes et d'enchaînements, cela devrait se réaliser en jouant les matchs du championnat, à travers lesquels on va essayer de régler nos imperfections", a-t-il conclu.

R.S

Brèves

FOOTBALL / ALGÉRIE – INFRASTRUCTURES

Le stade Tchaker opérationnel à partir de mars

Le stade Mustapha Tchaker de Blida sera de nouveau apte à abriter des matchs de football à partir du mois de mars prochain, après l'achèvement des travaux de réhabilitation qui y ont été menés au cours des trois derniers mois et qui ont ciblé essentiellement la pelouse, a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération.
"Le stade du Chahid Mustapha Tchaker de Blida sera fin prêt au mois de mars prochain et pourra accueillir éventuellement la dernière rencontre de la sélection nationale seniors face au Botswana, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-TOTAL 2021)" a annoncé la FAF dans un bref communiqué.
La pelouse du stade Tchaker était en effet relativement ancienne, et nécessitait donc d'être remise à niveau, surtout qu'elle a été le terrain fétiche des Verts pendant plus de dix ans.
"Grâce à ces travaux de rénovation, le terrain a retrouvé ses couleurs" et pourra de nouveau être exploité par le sélectionneur Djamel Belmadi et ses poulains" a assuré la FAF.
En attendant, les Verts, qui ont déjà assuré leur qualification à la phase finale de cette CAn-2021 prévue au Cameroun, évoluent au stade du 5-Juillet à Alger.

R.S

FOOT/ LIGUE 1

Mise en garde pour quatre clubs pour non respect du protocole sanitaire

Les clubs du CS Constantine, NC Magra, Olympique Médéa et US Biskra ont reçu ce jeudi une mise en garde de la part de la commission de discipline de la LFP pour non-respect du protocole sanitaire (Manuel Covid-19 Médias opération), a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) .
Cette infraction a eu lieu lors de la première journée du championnat de Ligue 1 disputée 27/28 novembre 2020, précise la même.
La commission de discipline de la LFP avait convoqué lundi soir les secrétaires généraux de ces 4 clubs de l'élite pour "non respect du protocole sanitaire", lors de la première journée du championnat de Ligue 1.
Les SG de l'US Biskra, du CS Constantine, du NC Magra et de l'Olympique Médéa avaient été auditionnés ce jeudi au siège de la LFP à Alger.
La Fédération algérienne de football (FAF), en collaboration avec le Centre national de la médecine du sport (CNMA), avait dévoilé en septembre dernier un protocole sanitaire dédié aux clubs pour faire face à la propagation du Covid-19 aux entraînements et dans la compétition.
"Nous serons très intransigeants sur l'application du protocole sanitaire. Je sais que ce ne sera pas facile, mais les clubs devront jouer le jeu. Il va falloir faire preuve de beaucoup de rigueur", avait indiqué vendredi dernier le président de la FAF, Kheireddine Zetchi.

R.S

Brèves

NATIONS-UNIES

les Rohingyas ne doivent pas être forcés à partir du Bangladesh

Les réfugiés Rohingyas au Bangladesh "devraient être autorisés à rester dans les camps de Cox's Bazar" s'ils ne veulent pas être transférés sur l'île de Bhasan Char, a affirmé vendredi le porte-parole de l'ONU à propos de ce projet de relocalisation.
L'île de Bhasan Char est une formation sédimentaire régulièrement battue par les cyclones et soumise aux inondations.
"Nous avons eu des informations des camps selon lesquelles des réfugiés pourraient avoir changé d'idée et ne plus vouloir bouger", a déclaré Stéphane Dujarric lors de son point-presse quotidien.
"Si c'est le cas, ils devraient être autorisés à rester dans les camps de Cox's Bazar", a-t-il ajouté, évoquant des "images troublantes de certains réfugiés en détresse" lors de leur voyage vers l'île.
Le porte-parole a indiqué que des discussions avaient été entreprises avec le Bangladesh à ce sujet. En précisant que l'ONU n'avait pas été impliquée dans le processus de relocalisation jusqu'à présent, il a réclamé "des évaluations techniques et de protection complètes pour évaluer la sécurité et les conditions de vie sur l'île de Bhasan Char avant toute réinstallation".
"Tout mouvement de réfugiés doit se faire volontairement, dans la sécurité et la dignité", a souligné M. Dujarric.
Plus de 1.640 Rohingyas, transférés par les autorités bangladaises, sont arrivés vendredi sur l'île de Bhasan Char, que les organisations des droits humains estiment dangereuse, dans le cadre de la première phase de ce projet controversé de relocalisation de 100.000 réfugiés.

MOZAMBIQUE

25 militaires tués lors d'une attaque terroriste dans le nord

Au moins 25 militaires ont été tués lors d'une récente embuscade menée par des terroristes dans le nord du Mozambique, rapportent vendredi des médias citant des sources militaires.
Un groupe de soldats est "tombé dimanche dans une embuscade dans le district de Muidumbe", selon les sources militaires, qui ont requis l'anonymat. "Nous avons eu 25 hommes tués et plusieurs dizaines ont été blessés lorsque les terroristes ont ouvert le feu à l'arme lourde sur les véhicules militaires, dans une zone densément boisée", a expliqué l'une de ces sources, un haut responsable militaire à Maputo.
Une seconde source militaire a confirmé l'embuscade, assurant que les pertes de soldats sont de plus en plus fréquentes. "Les terroristes disposent d'informations précises sur les mouvements de nos soldats... De telles attaques nuisent profondément au moral des troupes", a souligné cette source, déployée dans la province du Cabo Delgado.
Les communications avec cette province sont de plus en plus difficiles, les terroristes ayant provoqué de nombreux dégâts sur le réseau téléphonique, selon les médias.
Un groupe désigné localement sous le nom d'Al-Shabab" a lancé une sanglante attaque en 2017 dans la province riche en ressources énergétiques de Cabo Delgado.

PROGRAMME DE PROTECTION DES "DREAMERS"

Nouveau revers judiciaire pour Trump

Un juge fédéral américain a ordonné vendredi à l'administration de Donald Trump de pleinement rétablir un programme de protection de jeunes arrivés clandestinement aux Etats-Unis lorsqu'ils étaient enfants, les "Dreamers", mis en place par le président Barack Obama et auquel son successeur a tenté de mettre fin depuis 2017.
Le juge Nicholas Garaufis, du tribunal de Brooklyn, à New York, a demandé aux autorités américaines de permettre aux migrants concernés de s'inscrire à ce programme, s'opposant ainsi à une décision qui le limitait aux bénéficiaires déjà inscrits.
Selon le cercle de réflexion Center for American Progress, qui milite en faveur du programme, près de 300.000 personnes supplémentaires pourraient en bénéficier.
C'est le dernier revers en date pour Donald Trump dans le dossier des "Dreamers".
La Cour suprême des Etats-Unis lui avait déjà interdit en juin de mettre un terme à ce statut protecteur, jugeant sa décision "capricieuse" et "arbitraire".
Et le juge Garaufis avait déjà annulé mi-novembre une décision du ministre américain de la Sécurité intérieure, Chad Wolf, qui restreignait l'accès au programme et limitait à un an, contre deux auparavant, le renouvellement du statut des bénéficiaires.
Le président élu Joe Biden avait déjà promis de remettre en oeuvre ce programme dès sa prise de fonction le 20 janvier.
Environ 700.000 personnes en bénéficient, la plupart d'entre elles étant originaires d'Amérique latine.

SOMALIE

Trump ordonne le retrait de la "majorité" des troupes américaines

Le président sortant des Etats-Unis Donald Trump a ordonné le retrait de la "majorité" des troupes américaines de Somalie "d'ici début 2021", c'est-à-dire juste avant son propre départ du pouvoir, a annoncé vendredi le Pentagone.
"Une partie des forces pourront être redéployées en dehors de l'Afrique de l'Est. Toutefois, le reste des forces seront repositionnées de Somalie vers les pays voisins afin de permettre des opérations transfrontalières par les Etats-Unis et les forces partenaires, pour maintenir la pression sur les organisations extrémistes violentes", a déclaré le ministère américain de la Défense dans un communiqué. Quelque 700 soldats des forces spéciales américaines forment et conseillent l'armée somalienne dans ce pays de la Corne de l'Afrique face aux terroristes shebab, affiliés à Al-Qaïda.
"Les Etats-Unis ne se retirent pas ni se désengagent d'Afrique", a assuré le Pentagone. "Nous continuerons d'affaiblir les organisations extrémistes violentes susceptibles de menacer notre territoire", a-t-il ajouté, promettant de "conserver la capacité de mener des opérations contre les terroristes ciblées en Somalie".
Washington s'engage aussi à poursuivre ses activités de renseignement sur place.
Ces annonces répondent au souhait de Donald Trump de désengager l'US Army de ses principaux théâtres d'opérations extérieures et de "mettre fin aux guerres sans fin" de l'Amérique, à l'unisson avec une bonne partie de l'opinion.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Renouvellement des mesures anti-pirateries au large de la Somalie

NEW YORK (Nations Unies), 5 déc 2020 (APS)- Le Conseil de sécurité des Nations Unies a approuvé vendredi une résolution renouvelant les mesures de lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes. La résolution 2554, qui a reçu le soutien unanime des 15 membres du Conseil, prolonge pour 12 mois les autorisations accordées aux Etats et organisations régionales qui coopèrent avec les autorités somaliennes dans la lutte contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes de la Somalie. Ces autorisations ont été renouvelées à la demande des autorités somaliennes, indique la résolution, qui précise qu'elles ne doivent pas être considérées comme établissant un droit international coutumier. Elle demande au secrétaire général des Nations Unies de rendre compte au Conseil de sécurité dans un délai de 11 mois sur la mise en œuvre de cette résolution et de faire un point sur la situation à ce sujet.

NIGER

4.205 candidats pour 171 sièges aux législatives

La Cour constitutionnelle du Niger a autorisé 4.205 candidats issus d'une centaine de formations politiques à se présenter aux élections législatives du 27 décembre, a-t-on annoncé vendredi de source officielle.
Dans un arrêt pris jeudi à Niamey, elle a validé 359 des 505 listes déposées. Les candidats se disputeront les 171 sièges de l'Assemblée nationale pour un mandat de cinq ans. Le scrutin se déroulera dans 16 circonscriptions électorales à travers le pays.
Les principales formations politiques ont vu leurs listes validées, dont le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA, au pouvoir), le Mouvement démocratique nigérien pour une Fédération africaine (MODEN-FA, opposition), le Mouvement national pour la société de développement (MNSD, majorité au pouvoir), le Mouvement patriotique pour la République (MPR-Jamhuriya, majorité au pouvoir), le Mouvement patriotique nigérien (MPN Kishin Kassa) et le Renouveau démocratique et républicain (RDR Tchanji, opposition).
Quelque 7,4 millions d'électeurs sont appelés aux urnes le 27 décembre prochain pour ces élections législatives couplées au premier tour de l'élection présidentielle, dont la campagne s'est ouverte hier.

NUCLÉAIRE IRANIEN

L'Allemagne veut un accord plus large

L'Allemagne, qui préside actuellement l'Union européenne, a estimé vendredi qu'un simple retour à l'accord existant sur le nucléaire iranien ne suffirait plus et qu'il fallait l'élargir notamment aux programmes balistiques de Téhéran.

"Un retour à l'accord actuel ne suffira pas", a déclaré le chef de la diplomatie allemande Heiko Maas à l'hebdomadaire Der Spiegel, dans la perspective d'une possible relance de ce dossier après l'entrée en fonction du démocrate Joe Biden comme président des Etats-Unis. "Il va falloir une sorte d'accord nucléaire plus, ce qui est aussi dans notre intérêt", a déclaré M. Maas.
Joe Biden a confirmé mercredi être favorable à un retour de son pays dans l'accord si les autorités iraniennes revenaient à "un respect strict" des limites imposées à leur programme nucléaire, avant des négociations sur les autres menaces posées par Téhéran.
"Nous avons des attentes claires à l'égard de l'Iran: pas d'armes nucléaires mais pas non plus de programme de missiles balistiques qui menace toute la région", a souligné pour sa part M. Maas, alors que l'Allemagne occupe jusqu'à la fin du mois la présidence semestrielle de l'UE.
"Voici ce que à Heiko Maas et (Berlin, Londres et Paris) doivent faire avant de parler de ce que l'Iran devrait faire", a réagi sur Twitter le ministre des Affaires étrangères iranien Mohammad Javad Zarif: "Respectez vos obligations (...) et cessez de violer" l'accord de Vienne conclu en 2015 entre les grandes puissances et la République islamique.
L'actuel président américain Donald Trump, qui quittera la Maison Blanche en janvier, a claqué la porte en 2018 de l'accord conclu par les Etats-Unis, la Chine, la Russie, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni avec l'Iran pour l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire, le jugeant insuffisant pour endiguer les comportements "déstabilisateurs" de la République islamique.
Dans la foulée, le président républicain a rétabli puis durci les sanctions américaines levées en

2015, au grand dam des alliés européens de Washington qui disent vouloir sauver l'accord mais que Téhéran accuse de n'avoir rien fait pour l'aider à contourner les sanctions américaines.
Joe Biden a confirmé mercredi son projet de revenir dans cet accord. "Cela sera difficile, mais oui", a-t-il dit à un éditorialiste du New York Times.
M. Biden exige cependant que l'Iran revienne d'abord au respect plein et entier de l'accord de Vienne alors que Téhéran, qui a commencé à s'affranchir de plusieurs de ses engagements clef à partir de 2019 en riposte au retrait américain, exige que Washington fasse le premier pas en levant ses sanctions. Seulement après un retour de Washington et de Téhéran dans les clous de l'accord, "en consultation avec nos alliés et partenaires, nous engagerons des négociations et des accords de suivi pour durcir et prolonger les restrictions nucléaires imposées à l'Iran et pour aborder le programme de missiles" iranien, a expliqué Joe Biden.

R.I

OPÉRATIONS DE PAIX

Plusieurs dirigeants africains réclament à l'ONU un financement

Plusieurs dirigeants africains ont réclamé vendredi une aide financière pérenne aux opérations de paix menées par l'Union africaine en Afrique, face à laquelle les Etats-Unis sont réticents, lors d'une visioconférence du Conseil de sécurité de l'ONU.
"Nous insistons sur la nécessité pour les Nations unies et l'UA d'accélérer leurs délibérations afin que les opérations de soutien à la paix dirigées par l'UA et autorisées par le Conseil de sécurité soient financées par le biais des contributions obligatoires" des membres de l'ONU, a déclaré le président d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa. "L'Union africaine est déterminée à faire taire les armes sur le continent", a insisté ce chef d'Etat dont le pays préside actuellement à la fois le Conseil de sécurité de l'ONU et l'UA.
Négocié depuis 2018, un projet de résolution entre les deux organisations et ouvrant sous conditions la voie à un financement par l'ONU d'opérations de paix menées par l'UA en Afrique reste aujourd'hui dans l'impasse.
Aujourd'hui, "jusqu'à 70% des opérations de paix concernent des pays africains qui appellent à une coordination appropriée" entre l'ONU et l'UA, a fait valoir Mahamadou Issoufou, président du Niger. Il faudrait "établir un mécanisme de financement pérenne des opérations de maintien de la paix dirigées par l'UA ou des organisations sous-régionales", a-t-il déclaré.
"L'UA et l'ONU doivent conjuguer leurs efforts pour mettre en place une solution pérenne de financement pour la force conjointe du G5 Sahel", a aussi dit le président du Niger. Jusqu'à présent, Washington, privilégiant la relation bilatérale, refuse que le financement de cette force anti-terroriste soit pris en charge par l'ONU.
De son côté, le président tunisien Kais Saied a soutenu ses homologues d'Afrique du Sud et du Niger, en appelant lui aussi "à fournir davantage de soutien financier et logistique pour les opérations de paix menées par l'UA".
Représentant les Etats-Unis, premier contributeur financier à l'ONU, le diplomate américain Rodney Hunter n'a pas abordé lors de son allocution cette question du financement des opérations africaines.

R.I

EL GUERGUERAT

Le Maroc dissimule ses pertes face à l'armée sarhaouie

Le secrétaire général au ministère de la Sécurité sahraoui, Sidi Ould Oukal, a affirmé, jeudi, que le Maroc dissimulait ses pertes face à l'armée populaire de libération sahraouie (APLS) depuis la violation de l'accord du cessez-le-feu et l'agression contre les civils sahraouis à la région d'El Guerguerat en novembre dernier, indique l'agence de presse sahraouie (SPS).
Dans une déclaration aux médias sahraouis, M. Sidi Ould Oukal a fait savoir que "le Maroc dissimule ses pertes enregistrées dans la guerre ayant repris le 13 novembre dernier après la violation de l'accord de cessez-le-feu, signé en 1991 sous les auspices des Nations unis", note la même source.
Selon le même responsable, cette manoeuvre du Maroc "est due à plusieurs facteurs notamment la peur de reconnaître l'autre partie et sa situation économique précaire", ajoutant que "la construction d'une muraille entourant la ville occupée de Samara par le Maroc est une preuve que ce dernier commence à sentir ses pertes et ses défaites".
"Les attaques de l'APLS se poursuivront jusqu'à la réalisation de l'objectif suprême, à savoir l'indépendance", a-t-il assuré. Les unités de l'APLS ont poursuivi les attaques intenses sur des bases et positions de l'armée d'occupation marocaine le long du mur militaire à El Guerguerat, avait indiqué le communiqué n 21 de la Défense sahraouie.
Les attaques ont engendré des dégâts considérables matériels et humains dans les rangs des forces d'occupation marocaines le long du mur de la honte, ajoute-t-on de même source.

APS

KOWEÏT

Elections législatives à l'ombre du Covid

Un demi-million de Koweïtiens ont commencé à élire hier leurs députés, un scrutin marqué par l'épidémie de Covid-19 qui a contraint les autorités à installer des bureaux de vote spéciaux pour les personnes contaminées. Le riche Etat pétrolier d'un peu plus de quatre millions d'habitants a pris des mesures parmi les plus strictes dans le Golfe pour juguler la pandémie depuis le début de la crise au printemps.
Si certaines des restrictions ont été levées, les traditionnels rassemblements électoraux, avec des buffets copieux, qui attiraient de nombreux Koweïtiens ont été interdits, les masques demeurent obligatoires et la prise de température est largement répandue dans les espaces publics.
Les personnes contaminées ou celles se trouvant en quarantaine obligatoire sont généralement confinées chez elles, avec des bracelets électroniques rendant compte de leurs mouvements.
Mais dans un effort de ne pas les exclure du scrutin, l'Etat va utiliser cinq écoles pour qu'elles puissent y voter.
Plus de 567.000 Koweïtiens sont appelés à choisir 50 députés parmi 326 candidats, dont 29 femmes. Les bureaux de vote sont ouverts depuis 08H00 (05h00 GMT). Contrairement aux autres Etats de la région, le Koweït est doté d'une vie politique dynamique, avec un Parlement -- élu pour quatre ans -- doté de larges pouvoirs législatifs et où les débats sont souvent vifs.

CAMPAGNE SUR INTERNET

Les partis politiques ne sont ni interdits ni reconnus, mais de nombreux groupes, parmi lesquels les islamistes, agissent de facto comme des formations politiques. Cependant, avec une opposition affaiblie et dont plusieurs cadres ont des démêlés avec la justice, aucun changement dans l'équilibre des forces n'est attendu.
Il s'agit des premières législatives sous le règne du nouvel émir, cheikh Nawaf Al-Ahmad Al-Sabah, qui a pris ses fonctions le 29 septembre, après la mort de cheikh Sabah. Avec plus de 143.000 cas de contamination au coronavirus, dont 886 morts, le rendez-vous électoral a été assombri cette année par la pandémie.
La campagne s'est ainsi déroulée essentiellement dans les médias et sur les réseaux sociaux: messages sur Twitter, courtes vidéos sur Snapchat, directs sur Instagram ou encore meetings électoraux via Zoom.
Les thèmes habituels des campagnes électorales sont, eux, toujours là, de la lutte contre la corruption à l'emploi des jeunes, en passant par la liberté d'expression, le logement, l'éducation ou encore l'épineux dossier des "Bidoun", les apatrides, une minorité dépourvue de nationalité.
Ce scrutin intervient alors que la crise sanitaire a déclenché une forte baisse des prix du pétrole et de graves conséquences économiques pour les Etats du Golfe. Le pays est secoué depuis de nombreuses années par des crises politiques à répétition impliquant le gouvernement, des personnalités de la famille régnante et le Parlement, dissous à plusieurs reprises.
De 2009 à 2013, et notamment après le Printemps arabe de 2011, le pays a connu la démission d'une dizaine de gouvernements.
"Il existe toujours des disputes au sujet du système électoral et de la mauvaise gestion de l'argent public", estime Ahmad Deyain, secrétaire général du Mouvement progressif koweïtien, dans l'opposition.
Le Koweït a été le premier Etat arabe du Golfe à adopter un système parlementaire en 1962, et les femmes ont obtenu le droit de vote et celui de se présenter aux élections en 2005.

AFP

L'ascenseur israélien est au sous-sol avec Biden et il ne va pas remonter pour Trump

À l'occasion de cette 46e élection présidentielle étatsunienne, les commentateurs de la scène politique au Proche-Orient et aux États-Unis ratent une belle occasion de moderniser leur arsenal d'analyse et de narration concernant l'empire Américain, le mythique «peuple juif» (sic), l'État néocolonial israélien, et sa guerre contre les peuples arabes.

Amorcé sous le règne d'Obama (le musulman) (sic) la nouvelle tangente que prend la politique américaine au Moyen-Orient s'est poursuivie sous Trump et se poursuivra sous Biden l'homme de paille du grand capital étatsunien tétanisé. Comme le déclame Gilad Atzmon, un observateur perspicace du conflit israélo-arabe : «La question n'est pas Trump ou Biden».(1) Mais quel est donc la question alors?

L'axe central de cette nouvelle tangente repose sur le constat fait par les États-Unis que l'empire est en crise économique profonde et durable. L'urgence est de plus en plus pressante de sauver ce qui peut l'être des restes du navire amiral continental avant que le concurrent chinois ne rafle la mise. https://les7duquebec.net/archives/260155

Le continent Amérique n'a plus les moyens financiers, même pas sanitaires et sociaux, de ses ambitions économiques, politiques et diplomatiques qui reposent essentiellement sur ses forces militaires que le pays finance à crédit depuis des décennies… et justement, les billets verts n'inspirent plus confiance aux fournisseurs.

C'est dans ce contexte géopolitique mondial troublé que s'inscrit la problématique de la petite enclave étatsunienne au Levant (Israël = 22000 km2, 9,2 millions h. PIB de 370 millions USD) L'Amérique, qui au temps de sa gloire triomphante se servait de la base militaire israélienne comme d'un porte-avions insubmersible pour imposer ses diktats dans la région, ne songe plus qu'à se retirer de ce guêpier coûteux et sans intérêt stratégique.

En effet, sans intérêt stratégique mondial depuis que les É.-U. sont devenus le premier pays producteur d'énergie fossile, pétrole que les É.-U. ont tant de difficulté à fourguer (trop de pétrole sur les marchés à des prix déprimés), et depuis que les banquiers ont démontré qu'aujourd'hui on ne contrôle plus le commerce des hydrocarbures avec des porte-avions et des bases militaires coûteuses et inefficaces, mais par le contrôle des marchés boursiers et l'émission-gestion des pétrodollars.

Ainsi, pas une bombe n'a été lancée contre l'Iran qui pourtant ploie sous les sanctions commerciales et financières américaines illégales et illégitimes.

Ainsi, en Syrie ce ne sont pas les soldats du petit gendarme du Levant (Israël) qui ont mené la guerre civile. Ce sont des mercenaires pseudodjihadistes entraînés et payés par les alliés de l'oncle Sam, et ces mercenaires ont été décimés par les bombes russes, sans protection de l'armée américaine qui a ainsi démontré qu'elle désirait se retirer militairement de la région. Aussi, le chef des armées confédérées a-t-il concocté une alliance israélo-arabe au bénéfice de sa milice supplétive et au bénéfice de ce camp retranché encerclé par 200 millions d'autochtones.

Venons-en à l'AIPAC, au Likoud, aux quelques centaines de milliers de votes « juifs » (sic) américains essaimés parmi 240 millions de votes et aux autres fadaises racistes à propos du contrôle « juif » et sioniste de l'économie, de la finance, de la politique, de la justice, de la diplomatie et de l'armée américaine pour l'éternité aux dires des analystes spécieux.

Une économie de 370 milliards de dollars US (PIB 2020), une population de 9 millions d'individus, entassée sur 22000 km2 ne peut contrôler ni gouverner, une économie de 21000 milliards de dollars et une population de 328 millions d'individus essaimée sur 9,800,000 km2 quoiqu'en disent les géopoliticiens.

Si hier les politiciens américains laissaient courir le bruit qu'ils étaient au service de la petite entité hystérique (grande comme le Rhode Island) et s'ils se prosternaient aux congrès de l'AIPAC, sous Donald Trump les choses ont changé. Comme l'écrit Israël Shamir: «Le président Trump a donné à Israël tout ce qu'il pouvait souhaiter; il espérait qu'en retour, les Juifs lui donneraient l'Amérique pour un second mandat. Un simple échange de cadeaux, mais cela n'a pas fonctionné comme prévu. Mais le plan de Trump, qui consistait à soudoyer les Juifs américains en comblant Israël de cadeaux, a complètement échoué»(2). En réalité, Trump, monsieur «America First», a fait les derniers cadeaux qu'il pouvait à la base militaire américaine au Levant avant de l'abandonner à son sort… ce que les sionistes américains et israéliens ont compris.

Il ne faut pas s'y tromper, l'administration Trump ne déteste pas l'Autorité palestinienne sans autorité, il la méprise et la considère comme une bande de laquais disposés à signer n'importe quel traité pourvu qu'ils soient assurés de recevoir leurs aumônes de l'ONU, de l'UE et des É.-U.. C'est le peuple palestinien – particulièrement à Gaza – qui empêche ces troufions de signer le chiffon de papier prénommé « Deal du siècle » par lequel Donald Trump espérait liquider l'hypothèque israélienne qui pèse sur les épaules des gouvernements américains depuis 1967.

Contrairement à la gauche bourgeoise occidentale que Gilad Atzmon décrit ainsi: «Une fois de plus, c'est la soi-disant « gauche » qui a fourni les munitions. Au lieu de l'ancien mantra de la gauche qui appelait à nous unir, ramassés dans un poing de colère prolétarienne, indépendamment de notre race, couleur de peau, sexe ou ethnicité, la « Nouvelle Gauche » a introduit un hymne complètement nouveau. Contre l'éthique universelle la plus fondamentale de la gauche, la Nouvelle Gauche nous a appris à penser et à parler « en tant que » : « en tant que femmes », « en tant que gay », « en tant que trans », « en tant que juif », « en tant que latino », « en tant que noir ». Nous avons pratiquement appris à nous battre les uns contre les autres au lieu de nous unir en un seul peuple (une seule classe). Au lieu d'éliminer les différences, nous avons construit de nouveaux murs de ghetto en soulignant et en célébrant chaque ligne de démarcation possible (blanc/noir, homme/femme, hétérosexuel/LGBTQ, etc.). Au lieu d'identifier Wall Street, la propagande des MSM et les géants de la technologie comme notre ennemi mondial féroce, ceux-ci sont en fait devenus les catalyseurs et les fournisseurs d'argent dans une guerre que nous, le peuple, avons stupidement déclarée contre nous-mêmes.»(3), l'intelligentsia sioniste aux États-Unis et la gouvernance sioniste de la base militaire américaine en Israël n'ont jamais été dupes des « cadeaux de grecs » de l'administration Trump (Jérusalem capitale, l'ambassade, le Golan) qui sentaient la fin de règne et la descente des couleurs.

C'est la raison pour laquelle les politiciens racistes sionistes aux États-Unis, en Israël et en Occident (Canada, France, Europe) ont préféré envoyer l'ascenseur à Sleepy Joe, plus malléable, et béni-oui-oui pour qu'il poursuive la politique des généreuses subventions destinées à sa succursale israélienne. Mêlant son vote aux autres factions du grand capital américain désespéré, la faction des sionistes s'est acheté du temps en plaçant le clan de Sleepy Joe au Capitole.

Il en est bien ainsi pour nous prolétaires, nous obtenons un répit avant le «Great Reset» c'est-à-dire avant le krach boursier et la Grande dépression mondiale.

Par Robert Bibeau

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Habitat de L'Urbanisme et de la Ville
Direction de l'Urbanisme de l'Architecture Et de la Construction de la Wilaya d'Alger

Le Numéro d'Identification Fiscal (NIF) : 415024000016182

AVIS D'INFRUCTUOSITE DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° : 11/2020 DU 18/10/2020

Conformément aux dispositions des l'articles 40 et 51 du décret présidentiel n° 15-247 du Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public la direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya d'Alger,, informe les soumissionnaires concernés par l'Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 11/2020 du 18/10/2020 portant sur les Travaux de VRD primaires et secondaires de la voie d'acces et mur de soutènement au niveau des 3028 Logements LPL Djenane Sfari est déclaré infructueux lors de l'évaluation des offres tenue le : 25/11/2020

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés compétente dans un délai de 10 jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

Les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres en question sont invités de se rapprocher près de nos services, au plus tard dans les 03 trois jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières et ce conformément à l'article 82 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

LA NATION 06/12/2020 ANEP 2016019632

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITACTURE ET DE LA CONSTRUCTION
WILAYA D'ALGER

Le numéro d'identification fiscal : (NIF) 415024000016182

RECTIFICATIF DE L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE

La direction de l'urbanisme, de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya d'Alger, informe l'ensemble des soumissionnaires que l'avis d'attribution provisoire publié aux **Quotidiens LA NATION** le 05/03/2020 et **EL DJAZIER EL DJADIDA** 12/3/2020, relatif l'Avis d'Appel d'offres national Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° : **01/2020 du 08/01/2020** portant sur la réalisation des travaux d'aménagement des trottoirs Centre Ville BEB – vers Enita Deux Cotés Commune de Bordj El Bahri C.A de Dar El Beida est rectifié comme suit :

L'Entreprise **EGTPH EL FERTAS REDHA** la moins disante est retenue pour la réalisation de ces travaux pour un montant de **14 657 230,00 DA/TTC** au lieu de **13 264 930,00 DA/TTC.**

Le reste demeure inchangé.

LA NATION 06/12/2020 ANEP 2016019658